



### AFFAIRES ÉTRANGÈRES

# Brazzaville appelle à une diplomatie de résultats

Lors de la prise de contact avec les chefs de missions diplomatiques et consulaires du Groupe Afrique accrédités au Congo, le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Constant-Serge Bounda, les a exhortés à travailler ensemble pour faire de Brazzaville le laboratoire de la diplomatie de résultats. « Notre ambition est simple : contribuer activement au rayonnement de l'Afrique, défendre ses intérêts stratégiques et renforcer sa place dans la gouvernance mondiale », a confié le chef de la diplomatie congolaise.

Page 16



Le ministre Constant-Serge Bounda/DR

### FOOTBALL

# Claude Le Roy de retour onze ans après



Le technicien français signera son contrat de sélectionneur des Diables rouges le 22

juin, à Brazzaville, avec pour adjoint l'ancien international sénégalais, Omar Daf, annonce un communiqué du ministère des Sports. Claude Le Roy avait déjà assumé cette fonction entre 2013 et 2015. Avec lui, la sélection nationale congolaise a atteint les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations 2015.

Page 15

**Éditorial**  
**Réprimander**

Page 2

### STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE

# Les recommandations du FMI

Le bureau pays du Fonds monétaire international (FMI) a réitéré, hier à Brazzaville, des recommandations faites à la République du Congo en vue de soutenir la croissance. Il s'agit notamment de l'accélération de la diversification économique afin de réduire la dépendance aux hydrocarbures et le renforcement des finances publiques grâce auquel les recettes sont passées de 1301 milliards FCFA en 2020 à plus de 2550 milliards FCFA en 2025.

Page 10

### CONGO-NATIONS UNIES

# Des discussions pour un nouveau partenariat

Une délégation des experts onusiens conduite par le coordonnateur du système des Nations unies au Congo, Abdourahamane Diallo, a échangé avec le ministre de la Réforme de l'État et des Relations avec le Parlement, Luc Joseph Okio, sur la préparation d'un nouveau Cadre de coopération pour le développement durable 2027-2031 et l'intégration des enjeux de gouvernance et de réforme de l'État dans les priorités de développement du Congo.



Les deux parties en discussions/Adiac

Page 4

## ÉDITORIAL

## Réprimander

La République du Congo ne cesse d'être approchée par des investisseurs étrangers qui s'engagent, pour la plupart d'entre eux, dans l'exploitation des hydrocarbures, des mines, du bois et d'autres ressources naturelles à forte valeur ajoutée, créant autant d'opportunités d'emplois.

Les activités menées par ces compagnies contribuent ipso facto au développement socioéconomique à travers notamment le paiement des impôts et des taxes auxquels sont assujetties toutes les entreprises installées sur le territoire congolais.

Il reste que la pratique d'activités économiques est régie par des lois de telle sorte qu'il y ait un équilibre entre l'exploitation et la préservation des ressources. Mais, dans leur modus operandi, certaines sociétés n'observent pas toujours les prescriptions sur le respect de l'environnement et la responsabilité sociétale.

La règle est pourtant la même pour tous, et les services de contrôle sont tenus d'en réprimander sans complaisance les contrevenants en exigeant de tous l'application des textes définissant les conditions d'exercice des activités économiques pour éviter que les sociétés ne se livrent à des pratiques illicites.

On le sait, la menace climatique croissante est en partie liée à la surexploitation des sols, à l'abattage sauvage des essences florales et fauniques. Il faut donc que la justice s'applique et que les auteurs de tels actes écotent de sanctions proportionnelles aux infractions commises. Notre survie en dépend.

Les Dépêches de Brazzaville

## JOURNÉE DE LA CONCORDE NATIONALE

## Accélérer la marche vers le développement par l'unité nationale

Dans une déclaration rendue publique le 8 juin, à Brazzaville, à l'occasion de la célébration de la 35<sup>e</sup> Journée de la concorde nationale, le commissaire général du Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo, Marius Mouambenga, a invité les Congolaises et les Congolais à donner la priorité à la concorde nationale pour accélérer la marche vers le développement du pays.

Le commissaire général, Marius Mouambenga, a déclaré que la journée du 10 juin, marquant la fin de la conférence nationale souveraine de 1991, devrait convaincre, sans la moindre réserve, chaque citoyen congolais de privilégier la volonté de vivre ensemble dans la paix et la cohésion nationale. Il a rappelé, par ailleurs, le thème retenu cette année pour la célébration de cette journée, à savoir « Dans la paix et l'unité, donnons la priorité à la concorde nationale pour accélérer la marche vers le développement du Congo ».

Cette thématique, a-t-il dit, témoigne de la volonté de tous les Congolais de consolider les acquis de paix, de réconciliation nationale et de dialogue pour un meilleur avenir de la population. « Je saisis cette occasion pour rappeler que c'est dans la paix et la sérénité que le peuple congolais a vécu, les 12 et 15 mars 2026, l'élection présidentielle. Ce climat de paix observé avant, pendant et après le scrutin présidentiel a été salué par le peuple congolais tout entier et par le président élu, Denis Sassou N'Guesso, qui l'a vécu lui-même lors de son investiture le 16 avril à Kintélé », a poursuivi Marius Mouambenga.



Marius Mouambenga délivrant la déclaration/Adiac

C'est à l'occasion de son investiture, a renchéri l'orateur, que le chef de l'Etat réélu a annoncé son nouveau projet de société intitulé « L'accélération de la marche vers le développement », tout en soulignant, a-t-il insisté, la poursuite de la construction d'un Congo uni, ambitieux, innovant et prospère.

Selon Marius Mouambenga, le président de la République avait mis à profit cette occurrence pour rappeler au peuple congolais la nécessité de s'approprier les acquis afin de préserver la paix, renforcer l'unité nationale et contribuer à la stabilité politique du Congo. « En

cette journée mémorable du 10 juin, qu'il me soit permis de rendre un hommage appuyé à tous ceux qui ont toujours contribué à faire du Congo un pays uni, solidaire, un pays où le vivre ensemble est le socle de l'unité nationale », a-t-il laissé entendre.

Soulignons que la Journée de la concorde nationale a été instituée en 1991 lors de la Conférence nationale souveraine. Elle fut marquée par le lavement des mains par tous les conférenciers autour de la piscine du Palais des congrès.

De son côté, le Comité de suivi a été mis en place en 2001 à l'issue du Dialogue national sans exclusive organisé du 11 au 13 avril de la même année, à Brazzaville, sous les auspices du président gabonais, El Hadj Omar Bongo Ondimba, qu'entouraient le président congolais Denis Sassou N'Guesso; Miguel Trovoada, président de la République de Sao Tomé et Príncipe; ainsi que le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et les représentants des présidents de la République démocratique du Congo, de l'Angola, du Cameroun et du Togo.

Roger Ngombé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Directrice Générale p.i : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya  
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Pascal Mongo-Slyhm, Roger Ngombé  
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## ADIAC TV

Coordonnateur : Quentin Loubou  
Responsable des programmes : Mildred Moukenga

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Nana Londole, Jules Tambwe Itagali.  
Alain Diasso, Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétaire général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara Arnaud Bienvenu Zodialo.

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service Maquette : Cyriaque Brice Zoba Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL-BUREAU DE PARIS

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Dani Ndungidi

## ADMINISTRATION - FINANCES

Directeur : Kiobi Chuldron Abira  
Assistant à la direction : Arcade Arnaud Bikondi  
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo  
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga  
Mbossa Viny, Abira Tachie, Mongo Hurcilla

## DIRECTION COMMERCIALE

Responsable commercial : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Djongbot Olabouré, Marina Zodialho, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbélé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Assistante : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur : Rachyd Badila  
Adjoint : Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi.

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Boris Ebaka  
Médiatrice culturelle : Émilie Eyala  
Assistant : Eustel Chrispain Stevy Oba  
Caissière : Jessica Iloki  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzoni, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Directeur : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepechesdebrazzaville.com](http://www.lesdepechesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : [regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)

Président : Jean-Paul Pigasse

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. : +242 05 200 6565, / Email : [contact@inc-sa.com](mailto:contact@inc-sa.com), site Internet [www.inc-sa.com](http://www.inc-sa.com)

## JOURNÉE DU 10 JUIN

## Des filles et fils du Niari appelés à l'unité

La 35e Journée de la concorde nationale célébrée le 10 juin à Dolisie, chef-lieu du département du Niari, a été une occasion pour les autorités départementales, les parlementaires ainsi que le Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo de multiplier les appels à l'unité des filles et fils de cette contrée.

Du maire de Dolisie, Marcel Koussikama, au commissaire général du comité de suivi, Marius Mouambenga, en passant par la préfète du Niari, Micheline Nguessimi, ainsi que quelques parlementaires qui ont pu exprimer leurs sentiments, tous ont prêché l'unité du département, en appelant à une prise de conscience. Le président du Conseil municipal de Dolisie, dans son mot de bienvenue, s'est félicité du choix porté sur la capitale de l'or vert pour abriter la cérémonie.

« La ville de Dolisie est heureuse d'abriter cette grand-messe de prise de conscience collective sur la nécessité du vivre-ensemble, sans laquelle aucun développement n'est possible. Comme l'énonce clairement le thème de cette 35e journée, nous avons tout à gagner en donnant la priorité à la concorde nationale pour accélérer la marche vers le développement de notre pays », a déclaré Marcel Koussikama. Il a précisé que la journée du 10 juin n'est pas seulement un jour férié, mais un rappel sur ce que garder la paix demande un effort chaque jour dans les familles, les quartiers, les échanges politiques. La préfète du Niari, quant à elle, a rappelé que le choix de son département témoigne l'attention particulière que le président de la République accorde à cette partie du pays et constitue un message fort qui invite la population à intérioriser les valeurs cardinales de paix, de concorde et d'unité nationale. Elle a également rappelé que la cérémonie du lavement des mains, consacrée à la paix, à la concorde nationale et au vivre-ensemble,

constitue le fondement de l'action sociale, économique et sécuritaire du gouvernement. « Ce rituel, chargé d'émotion et plein de sens, nous rassemble autour d'un symbole puissant, lavement des mains, qui marque notre volonté collective de tourner les pages douloureuses de notre histoire pour ouvrir ensemble un nouveau chapitre fondé sur la paix, le pardon et l'unité nationale. Notre pays a traversé des périodes difficiles. Aujourd'hui, devant la nation et devant l'histoire, nous faisons le choix de l'unité plutôt que de la violence, de la fraternité plutôt que de la méfiance », a-t-elle appelé.

#### Les efforts de la force publique salués

C'est ainsi que Micheline Nguessimi a invité les politiques et la jeunesse du Niari à développer l'esprit de solidarité et à participer au développement de la nation. Quant aux autorités administratives, religieuses, coutumières et politiques, elle les a appelées à la responsabilité pour que cette aspiration du peuple congolais soit la plus vivace. « Nos autorités et cadres de ce pays devront être les premiers artisans de la paix, les premiers défenseurs de l'intérêt général et garants de l'unité nationale. La population de notre département adhère à la vision du président de la République, visant à bâtir un Congo toujours plus fort, plus uni et plus prospère. Elle demeure plus mobilisée pour accompagner les actions du gouvernement en faveur du développement social, économique et culturel de notre pays, surtout en ces temps où il faut accélérer », a-t-elle rassuré.



Séquence du lavage des mains / Adiac

Elle a salué les efforts du commandement départemental de la force publique qui a atteint les objectifs de paix et de sécurité recherchés dans le Niari, tout en l'exhortant à en faire davantage. Sans faire de long discours, le commissaire général du comité de suivi a insisté sur l'unité entre les filles et fils du Niari, invitant les uns et les autres à cultiver la paix et à dépasser les clivages politiques. Partageant son expérience aux représentants des forces vives du Niari, Marius Mouambenga a rappelé que le thème de la Journée de la concorde nationale de cette année témoigne de la volonté de consolider les acquis de paix, de réconciliation nationale et de dialogue pour un meilleur avenir de la population. « Je souhaite aujourd'hui qu'il n'y ait plus de divisions, vous devez vous fréquenter. Je veux que l'unité de Dolisie reste et demeure, quelles que soient vos appartenances même politiques, quelles que soient vos convictions. Pour moi, l'essentiel est que, quelles

que soient nos différences, nous mangeons, buvons ensemble, le jour de la fête nous nous saluons, nous nous embrassons et nous apprenons à nos enfants de se fréquenter les uns, les autres », a-t-il conclu.

#### Ils ont dit

La deuxième secrétaire du Sénat, Elisabeth Mapaha : « Que les filles et les fils pas seulement du Niari, mais du Congo se réconcilient avec eux-mêmes et surtout nous les politiques au Niari nous devons nous réconcilier, c'est très important. C'est une très bonne chose que le comité de suivi soit venu organiser cette cérémonie à Dolisie. J'ai dit au commissaire général qu'il ne faut pas qu'il s'arrête-là, parce que la cause de nos conflits, c'est le partage du pouvoir, ce sont des sièges que nous nous disputons. Donc, il faut qu'un jour qu'il rassemble les politiques que nous sommes, qui querellons tout le temps pour le partage des sièges ».

Le député de Louvakou, Jean Aimé Mavoungou : « Pour nous,

c'est une journée mémorable, parce que regardez comment nous marchons pour dire que Dolisie est dans la paix, le Niari est dans la paix et le Congo est dans la paix totale. Cette journée représente beaucoup de choses, c'est la fin de la Conférence nationale souveraine, c'est quelque chose d'historique. Elle doit nous éduquer aussi à d'autres choses, elle ne doit pas s'arrêter là, nous devons regarder un peu plus loin qu'est-ce que nous voulons pour que cette paix soit totale ».

Notons que la célébration de la Journée du 10 juin à Dolisie a été marquée, entre autres, par le dépôt de la gerbe de fleurs à la place de la République par le commissaire général du comité de suivi; la marche de la paix partie du rond-point de la place de la République jusqu'à l'hôtel de la préfecture; ainsi que par le lavement des mains. Sans oublier la remise du tableau symbolisant l'unité et la concorde nationales au président de la République par

Parfait Wilfried Douniama

## MARCHÉ FRANCOPHONE

## Faire du Fief une opportunité pour évoquer la Zlécaf

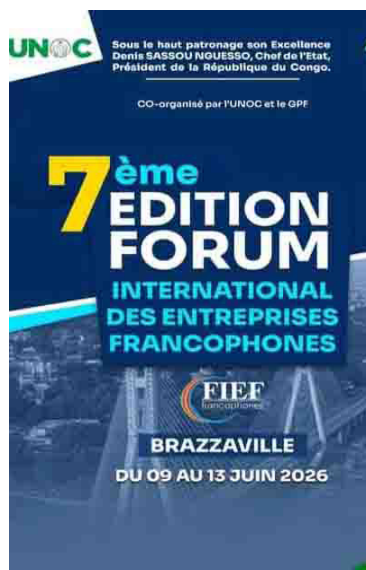
La capitale congolaise, Brazzaville, accueille du 9 au 13 juin la 7<sup>e</sup> édition du Forum international des entreprises francophones (Fief). Une plateforme pour renforcer l'attractivité du marché francophone.

Rendez-vous de la Francophonie des affaires et une occasion d'évoquer les leviers de croissance et l'intégration régionale, le Fief devrait constituer une opportunité idéale pour évoquer les défis et enjeux de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf), au regard de la présence des acteurs économiques et institutionnels francophones qui y participent.

Marché continental unique qui permet aux entreprises africaines de produire, d'échanger des biens et des services, et de commercer librement dans cet espace écono-

mique, la Zlécaf est un atout pour renforcer l'attractivité du marché francophone.

Le thème retenu pour cette édition 2025, « Levier d'innovation, partenariats durables et croissance inclusive dans l'écosystème francophone », invite à réfléchir sur la manière dont les pays francophones peuvent rendre leur espace économique plus attractif. Dans cette optique, mettre un accent particulier sur le développement des partenariats gagnant-gagnant qui ne tiennent pas compte des barrières linguistiques serait un avantage pour



le marché francophone de tirer profit.

Les leviers de la Zone de libre-échange portent sur la croissance et l'intégration régionale. Ils favorisent également l'innovation numérique, la simplification des procédures douanières et le développement inclusif qui prônent la coopération, la facilitation des échanges commerciaux et le renforcement de la compétitivité des entreprises.

Vu ces atouts, le forum de Brazzaville doit être comme une occasion offerte aux pouvoirs publics et au secteur privé pour valoriser

le potentiel économique, le savoir-faire congolais, tout en identifiant les freins qui ralentissent la croissance dans l'espace économique francophone.

Pour les organisateurs de cet événement, notamment l'Union nationale des opérateurs du Congo, sa participation renforce la dimension locale et nationale dans la promotion de la Zlécaf qui fait désormais partie intégrante du ministère chargé du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation.

Michesie Kibongui Adzeu, experte Zlécaf

## CONGO-NATIONS UNIES

## Des discussions pour un nouveau partenariat

Une délégation des experts onusiens conduite par le coordonnateur résident du système des Nations unies au Congo, Abdourahamane Diallo, s'est entretenue, le 9 juin à Brazzaville, avec le ministre de la Réforme de l'État et des Relations avec le Parlement, Luc Joseph Okio. Ils ont échangé sur la préparation du nouveau Cadre de coopération des Nations unies pour le développement durable (UNSDCF) 2027-2031 et l'intégration des enjeux de gouvernance et de réforme de l'État dans les priorités de développement du Congo.

Le gouvernement congolais et le système des Nations unies entendent renforcer leur collaboration autour des réformes institutionnelles et de la gouvernance. La dernière rencontre s'inscrit dans le cadre des consultations engagées pour l'élaboration de l'UNSDCF 2027-2031, document stratégique qui orientera l'ensemble des interventions du système onusien au Congo au cours des cinq prochaines années. « *La problématique de la gouvernance est essentielle pour le développement du pays. Le ministère de la Réforme de l'État occupe une place centrale dans ce dispositif* », a souligné Abdourahamane Diallo. Selon le coordonnateur résident, le futur cadre de coopération sera aligné sur les grandes orientations nationales, notamment la Vision

Congo 2063 en cours de finalisation, le futur Plan national de développement, les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 ainsi que l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Accompagné d'une équipe de consultants nationaux et internationaux, Abdourahamane Diallo est venu recueillir les orientations stratégiques du ministre afin d'alimenter les travaux de priorisation qui réuniront prochainement les administrations publiques, le secteur privé et la société civile.

Ce nouveau cadre de partenariat englobe les défis liés à la gouvernance, à la modernisation de l'administration publique et à l'amélioration de l'efficacité de l'action publique. Des enjeux que les Nations unies considèrent comme déterminants pour la réussite des



Les deux parties en discussions/Adiacment par une large appropriation des politiques publiques. Il a ainsi insisté sur la nécessité de renforcer les actions de communication et de vulgarisation afin de permettre aux citoyens et aux institutions de mieux comprendre les transformations engagées.

Fiacre Kombo

politiques de développement. Le coordonnateur résident a salué le plan stratégique de réforme de l'État présenté par le ministre, qu'il a qualifié de programme ambitieux et structurant, capable d'impulser des changements à tous les niveaux de l'administration. « *Les Nations unies disposent d'une*

*expertise qui peut contribuer à accompagner la réforme de l'État, notamment à travers le renforcement des capacités, la coordination des acteurs et la diffusion des outils de gouvernance* », a-t-il expliqué. Pour Abdourahamane Diallo, la réussite des réformes passe égale-

## ASSAINISSEMENT URBAIN

## Démarrage des travaux de pavage de l'avenue des Blindés à Brazzaville

Le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondelé, a lancé, le 6 juin à Brazzaville, les travaux de pavage de l'ancienne avenue des Blindés, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement, Ouenzé.

Reliant l'avenue des Trois Martyrs à la rue Bangangoulou, l'avenue des Blindés autrefois transformée en un dépotoir par les riverains, changera sous peu son décor grâce aux travaux de pavage. Le but des opérations engagées est d'améliorer la circulation.

D'une durée de trois mois, les travaux concernent l'aménagement de deux voies de circulation de 4,50 mètres de largeur chacune. Ils comprennent les terrassements, la mise en place d'une couche de fondation en matériaux concassés ainsi que la pose de pavés autobloquants sur l'ensemble du tracé. Sont également prévus des trottoirs, d'une largeur variant entre 2,50 et 3 mètres. Pour offrir aux habitants un cadre de promenade sécurisé et agréable, des espaces piétonniers seront aménagés de part et d'autre de la chaussée.

Lançant les travaux, Juste Désiré Mondelé a rappelé que cette opération s'inscrit dans la politique gouvernementale d'assainissement urbain et d'aménagement des infrastructures de proximité. Selon lui, l'aménagement de ce tronçon à portée sociale, économique et environnementale va contribuer à améliorer le cadre de vie des citoyens.

« *L'assainissement ne se limite pas à la gestion des déchets, mais englobe également l'aménagement urbain, l'entretien des voiries, le drainage des eaux pluviales et usées ainsi que l'amélioration des infrastructures sanitaires. Dans le sens holistique de l'assainissement, il y a aussi l'amélioration des sanitaires dans les établissements scolaires et les centres de santé afin de garantir la dignité et le respect de l'être humain* », a-t-il souligné.

Outre le volet infrastructure, l'exécutif ambitionne de faire de ce chantier un levier d'insertion professionnelle pour les jeunes. Juste Désiré Mondelé a enjoint les entreprises chargées de l'exécution des travaux de recruter prioritairement la main-d'œuvre locale, conformément aux orientations du président de la République.

« *Chaque fois qu'il y a des travaux de pavage ou d'aménagement urbain, nous devons recourir systématiquement à une approche à haute intensité de main-d'œuvre, avec une priorité accordée aux jeunes riverains afin qu'ils apprennent un métier tout en bénéficiant d'un emploi* », a martelé le ministre. Il a précisé que cette démarche permettra à plusieurs jeunes, notamment des techniciens et des agents de terrain, d'acquérir des compétences dans les domaines du bâtiment, de la topographie et des travaux publics.

Parfait Wilfried Douniama

## SALUBRITÉ PUBLIQUE

## Le gouvernement contribue à la bonne gestion des déchets médicaux dans les CSI

Le 1<sup>er</sup> samedi du mois de juin a été consacré par les pouvoirs publics aux opérations d'assainissement des Centres de santé intégrés (CSI) dans les arrondissements de Brazzaville. Le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondelé, et ses équipes se sont illustrés, le 6 juin, à travers la désinfection des locaux, la réfection des peintures, et la remise de bacs à ordures.

Après les districts sanitaires de Moundali, Poto-Poto et Ouenzé le mois dernier, la campagne d'assainissement des CSI initiée par le gouvernement s'est poursuivie le 6 juin à Madibou, Makélékélé et Bacongo. Le ministre Juste Désiré Mondelé et ses équipes ont apporté une cure de jouvence aux CSI Président-Fulbert-Youlou, Bissita et Diata.

Une initiative positivement appréciée par les responsables des différentes structures sanitaires visitées. C'est le cas du médecin-chef du district sanitaire de Makélékélé, le Dr Lypsia Bassissila, qui a salué l'appui du ministère en charge de l'Assainissement à l'amélioration du cadre de travail du personnel soignant et des conditions d'accueil des patients. Elle a également sollicité l'appui du gouvernement pour aménager la cour du centre par la pose de pavés afin, a-t-elle dit, de renforcer la salubrité et l'accessibilité à l'établissement sanitaire.

La secrétaire générale de l'arrondissement 8, Madibou, Étienne Juvia Okabando Ossema, quant à elle, a indiqué que cette initiative illustre une approche élargie de la

santé publique, dans laquelle l'hygiène des lieux de soins constitue un facteur essentiel du bien-être des patients.

Justifiant son initiative, le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, a rappelé que cette action vise à améliorer la gestion des déchets médicaux et les conditions d'hygiène dans les structures sanitaires. « *La guérison commence aussi par le cadre dans lequel le malade est accueilli. Un environnement propre contribue au renforcement de la confiance de la population envers les services de santé. Les CSI, constituant la première porte d'entrée du système sanitaire national, méritent une attention particulière. C'est ici que se déroulent les premiers soins, que l'on prévient les complications et que l'on sauve de nombreuses vies* », a-t-il poursuivi. Il a précisé que cette campagne s'inscrit dans une stratégie visant à promouvoir une culture citoyenne de l'assainissement fondée sur la participation communautaire et la responsabilisation de la population. Interpellé sur l'état de la salubri-

té dans la ville, le ministre a noté quelques progrès dans l'amélioration de la propreté urbaine, tout en déplorant la réapparition d'épaves de véhicules ainsi que l'occupation anarchique de certaines artères par des activités de vulcanisation et de lavage automobile. « *Nous constatons que la ville retrouve progressivement ses couleurs et sa verdure. Mais chacun doit prendre sa part de responsabilité pour préserver ce cadre de vie. L'assainissement n'est pas une affaire de l'État seul. C'est un engagement collectif qui commence devant chaque maison, dans chaque rue et dans chaque service public* », a conclu le ministre, annonçant que des mesures seront prises contre les contrevenants.

Notons que cette opération d'assainissement qui se déroule actuellement dans les CSI pourrait s'étendre, à en croire le ministère, dans les établissements scolaires dès la prochaine rentrée. Le but étant de promouvoir durablement les bonnes pratiques d'hygiène auprès des jeunes générations.

P.W.D.

## SANTÉ

## Une journée portes ouvertes au laboratoire national

Afin de permettre au public de découvrir les principales plateformes techniques, d'apprécier les équipements de pointe mais également de prendre connaissance des travaux de recherche et des projets qu'il porte, le Laboratoire national de santé publique (LNSP) a accueilli, le 8 juin à Brazzaville, les directeurs centraux et généraux, les professionnels de santé, les chercheurs, les enseignants et étudiants ainsi que des journalistes dans ses locaux à l'occasion de sa journée portes ouvertes.

L'événement organisé sous le patronage du directeur général du LNSP, le Pr Fabien Roch Niama, a été marqué par une visite guidée des lieux. Outre la journée portes ouvertes, une campagne de consultation gratuite a été menée. Plusieurs patients ont été consultés et ont bénéficié des prescriptions gratuites. Ils bénéficieront également d'un dépistage sur la glycémie, le VIH, la sérologie hépatite B, l'électrophorèse et puis la goutte épaisse.

« Cette journée nous offre ainsi l'opportunité de mieux comprendre le travail remarquable accompli quotidiennement par les femmes et les hommes du LNSP, souvent dans la discrétion, mais toujours au service de l'intérêt général. Cette initiative s'inscrit pleinement dans la mise en œuvre du Plan national de développement sanitaire qui fait du renforcement du système national de laboratoires une priorité stratégique pour l'atteinte de la Couverture sanitaire universelle », a déclaré le Pr Fabien Roch Niama, dans son allocution de circonstance. Il a souligné qu'un système de santé performant repose sur des diagnostics fiables, des analyses de qualité et des infrastructures modernes, capables de répondre efficacement aux besoins de la population. Pour le directeur général, le LNSP n'est pas simplement un centre d'analyses médicales mais aussi un véritable outil stratégique de l'Etat. Son rôle s'étend à la surveillance biologique des maladies à potentiel épidémique, au contrôle de qualité des médicaments, des denrées alimentaires et des eaux de consommation, ainsi qu'à l'appui scientifique indispensable à la prise de décision en matière de santé publique. « Dans un contexte international marqué par la recrudescence des épidémies, les menaces biologiques émergentes et les défis permanents liés à la santé publique, les laboratoires nationaux de référence occupent une place centrale dans la prévention, la détection précoce et la riposte face aux urgences sanitaires », a-t-il rappelé.

Ouvrant les portes au public, le Pr Fabien Roch Niama a fait savoir que le LNSP rappelle non seulement qu'il est capable de répondre à la demande de la population, mais aussi que la confiance se construit par la transparence. La qualité se démontre par les résultats et que la santé publique demeure l'affaire de tous.

Guillaume Ondze

## FORCE PUBLIQUE

## Quarante-sept sous-officiers obtiennent le brevet technique n°2

Les stagiaires dont deux en provenance de la République de Guinée Conakry ont reçu leurs diplômes, le 5 juin, au Mess des officiers, après huit mois d'enseignements divers.

L'objectif principal poursuivi par la formation était de permettre aux stagiaires d'acquérir des outils nécessaires à l'exercice des fonctions administratives du corps de troupe. Pendant huit mois, les stagiaires ont bénéficié d'une formation destinée à renforcer leurs compétences dans les domaines de l'administration, de la gestion des ressources humaines et de la gestion financière. « Ainsi, ils ont également été plongés dans la rigueur et les contraintes de la vie en interne, dans un rythme intensif des enseignements portés sur le contrôle des connaissances, dont les thèmes portaient essentiellement sur les spécificités de chacun de nos travaux et sur la place qu'occupe chacune de ses structures au sein du dispositif de la force publique et enfin d'un stage d'immersion en corps de troupe afin de mieux familiariser les apprenants avec la réalité du milieu administratif dans lequel ils exerceront très bientôt », a indiqué le colonel Ernest Nzonzi, soulignant que l'objectif suivi également par ce stage est, par conséquent, de pouvoir disposer de personnels bien formés ayant un profil d'emploi clarifié et apte à accomplir avec effi-



Remise du diplôme à l'un des promus par le DGAF

ciance les tâches qui leur seront confiées par la hiérarchie en vue d'améliorer la gouvernance administrative en milieu militaire. D'après les résultats rendus publics par le directeur de stage, le colonel Ernest Nzonzi, la moyenne générale du stage est de 14,75/20. Huit stagiaires ont obtenu une moyenne comprise entre 16,99/20 et 16,00 ; douze une moyenne comprise entre 15,99/20 et 15,00 ; treize une moyenne comprise entre 14,99/20 et 14,00 ; douze une moyenne comprise entre 13,99/20 et 13,00 ; deux une moyenne comprise entre 12,99/20 et 12,00. La moyenne la plus forte du stage est de 16,77/20 et la plus faible est de 12,43/20.

Clôturant la formation, le directeur général de l'adminis-

tration et des finances (DGAF) du ministère de la Défense nationale, le commissaire général de 2<sup>e</sup> classe, Eugène Alain Yves Aignan Mpara, a rappelé aux stagiaires que l'obtention de ce brevet constitue une étape importante de votre carrière et elle vous confère désormais de nouvelles responsabilités. Les connaissances acquises devront être mises au service de vos administrations respectives avec professionnalisme, discipline, intégrité et sens du devoir. « Je vous invite à demeurer animés par l'esprit d'excellence, à cultiver le goût de l'effort et à faire preuve d'initiative dans l'exécution des missions qui vous seront confiées », a-t-il conclu au nom du ministre de la Défense nationale.

G.O.

## VIE ASSOCIATIVE

## L'AAJRC préoccupée par le social de ses membres

A la faveur d'une assemblée générale ordinaire couplée à son premier anniversaire, organisée le 9 juin à Brazzaville, l'Amicale des anciens journalistes de Radio Congo (AAJRC), par la voix de son président, Michel Rudel Ngandziami, a indiqué que son organisation place le social à la première loge de ses priorités.

Le président de l'AAJRC, Michel Rudel Ngandziami, a informé les participants à l'assemblée générale ordinaire du projet d'organisation d'une journée de sensibilisation des membres au fonctionnement et aux modalités de souscription à la Caisse d'assurance maladie universelle. Il a mis à profit cette occasion pour les féliciter de leur mobilisation face aux différents cas sociaux que l'AAJR a enregistrés depuis sa session inaugurale du 1er août 2025 jusqu'à ce jour. Michel Rudel Ngandziami a souhaité que cette flamme ne s'éteigne point en dépit des difficultés de tous genres auxquelles son organisation fait face.

Cette assemblée générale ordinaire n'avait pour points saillants que le rapport des activités



Photo de famille des membres de l'AAJRC/DR

menées par l'association dans la période allant du 1er août 2025 jusqu'à ce jour et le réaménagement des instances dirigeantes, notamment le bureau exécutif et le commissariat aux comptes. Ainsi, au bureau exécutif, Raymond Biazock Touazock a été

élu secrétaire chargé de la communication et des relations extérieures en remplacement de Jean Baptiste Ewali Ngafoula. Au commissariat aux comptes, Adolphe Massounda qui était secrétaire devient vice-président. Philippe Ngangoye l'a

remplacé à ce poste qui était précédemment occupé par Clémence Mbassi.

Le président de l'AAJRC a salué ce réaménagement des instances dirigeantes qui impulse ainsi une nouvelle énergie à l'organisation, avant d'inviter

les promus à plus d'ardeur au travail et à plus de sacrifices en termes d'efforts sociaux, au regard, a-t-il dit, des difficultés financières et matérielles de l'organisation.

Créée le 15 avril 2025, l'AAJRC devait organiser son premier anniversaire le 15 avril dernier. Malheureusement, a regretté son président, certains événements liés au calendrier national n'ont pas permis sa tenue. Avant de débiter les travaux, Michel Rudel Ngandziami a fait observer une minute de silence en mémoire des cadres ayant occupé de hautes fonctions dans le domaine de l'information et de la communication ainsi que des agents de ce secteur qui ont quitté le monde des vivants.

Roger Ngombé

## RÉSEAUX SOCIAUX

## Des jeunes élèves initiés à la détection des fausses informations

L'Initiative stop désinformation, en partenariat avec Fact-check Congo, a organisé le 6 juin, à Brazzaville, une exposition d'art et une séance de sensibilisation à l'école C.S. Eduschool. Cette activité, inscrite dans le cadre du projet « Stop lokuta », a permis aux élèves et à leurs parents de mieux comprendre les risques liés à la désinformation, au harcèlement en ligne et à l'utilisation des réseaux sociaux.

Face à la prolifération des fausses informations sur les réseaux sociaux, l'Initiative stop désinformation et Fact-check Congo ont réuni élèves, parents et encadreurs de l'école C.S. Eduschool, autour d'une exposition artistique et d'échanges éducatifs consacrés à la lutte contre la désinformation. L'objectif de cette rencontre était de sensibiliser les jeunes aux dangers des contenus trompeurs qui circulent sur des plateformes comme Facebook, WhatsApp, Instagram et TikTok, tout en leur fournissant des outils pour distinguer les informations fiables des fausses nouvelles.

Au cours de son intervention, la journaliste de la Radio citoyenne des jeunes, Laura Tchicaya, a invité les élèves à réfléchir à leur utilisation des réseaux sociaux. À travers un dialogue interactif, elle a recueilli leurs perceptions de ces plateformes. Plusieurs participants ont souligné que les réseaux sociaux permettent d'accéder à des images, des vidéos et des informations, tandis que d'autres ont relevé que certaines informations diffusées peuvent être fausses.



S'appuyant sur ces échanges, l'intervenante a expliqué les avantages des réseaux sociaux en tant que source importante d'information, mais qui peuvent également véhiculer des contenus mensongers ou nuisibles.

Support pédagogique de la sensibilisation, l'exposition d'art a permis aux élèves de mieux

comprendre les mécanismes de manipulation de l'information. À travers l'analyse des différentes œuvres présentées, ils ont échangé sur l'influence des écrans et des réseaux sociaux sur les comportements et les opinions.

Intervenant également lors de cette activité, Christ Atongui a expliqué les notions de rumeur, de

Les élèves heureux de participer à l'activité.

fake news et de désinformation, soulignant que la coexistence d'informations vraies et fausses sur les plateformes numériques complique souvent leur identification par les utilisateurs.

Un autre fléau abordé au cours de cette sensibilisation a été le harcèlement en ligne, un phénomène de plus en plus présent dans les es-

paces numériques fréquentés par les jeunes. Le directeur de l'école C.S. Eduschool, Jodel Dambia Zuama, a souligné l'importance de cette initiative pour la protection des élèves. Il a exprimé le souhait que cette campagne de sensibilisation contribue à promouvoir un environnement scolaire fondé sur le respect de la dignité humaine, la tolérance et la prévention des comportements nuisibles.

Les bénéficiaires, quant à eux, ont retenu plusieurs enseignements pratiques. Élève en classe de CM1, Marc-Disney Michel Obambi a indiqué avoir compris l'importance de vérifier une information avant de la croire ou de la partager. Selon lui, il est utile de demander l'avis des parents ou des aînés lorsqu'un doute subsiste. Même constat chez Josiane Ndinga Ekondza, élève en classe de troisième, qui a souligné la nécessité de rechercher la vérité avant de relayer une information trouvée sur Internet. Elle recommande également de signaler et de bloquer les comptes diffusant de fausses informations afin de limiter leur propagation.

Fiacre Kombo

## TRIBUNE LIBRE

## Entre funérailles grandioses et mariages de prestige : le Congo face à l'économie de l'émotion

Par-delà les statistiques économiques, les rapports budgétaires et les discours sur l'émergence, il existe au Congo une autre économie, invisible mais puissante : celle de l'émotion sociale. Une économie du regard des autres, du respect familial, de l'honneur collectif et du prestige communautaire. Elle structure profondément nos comportements financiers, parfois davantage que les raisonnements strictement économiques.

Dans nos villes comme dans nos villages, deux événements mobilisent souvent des dépenses considérables : les funérailles et les mariages. Deux moments opposés en apparence — l'un accompagne la mort, l'autre célèbre l'union et la continuité de la vie — mais qui révèlent finalement une même réalité culturelle : le besoin d'exister socialement à travers la communauté.

Au Congo, un deuil n'est jamais seulement un deuil. C'est un fait social total. La famille se rassemble, les voisins observent, les proches évaluent le niveau d'organisation, la dignité accordée au défunt, la capacité de solidarité du clan. Ainsi, même des ménages modestes peuvent mobiliser plusieurs millions de FCFA pour des obsèques

: location de tentes, groupes électrogènes, restauration, boissons, pagnes, animation musicale, transport ou encore veillées nocturnes prolongées.

Cette dépense, souvent critiquée par les économistes, ne peut être réduite à un simple gaspillage. Elle répond à une logique culturelle profonde. Honorer un mort, dans la société congolaise, revient aussi à protéger l'honneur des vivants. Une famille incapable d'organiser des funérailles "respectables" peut parfois subir une forme de déclassement symbolique. Derrière les dépenses excessives se cache donc une peur silencieuse : celle de perdre sa place dans le regard collectif.

Le mariage, lui aussi, obéit désormais à cette logique de représentation sociale. Longtemps considéré comme une alliance familiale sobrement célébrée, il devient progressivement un événement de prestige inspiré des modèles mondialisés : hôtels luxueux, décorations sophistiquées, cortèges impressionnants, tenues importées, communication sur les réseaux sociaux. Le mariage n'est plus seulement un engagement affectif ; il devient parfois une scène publique de réussite sociale.

Pourtant, dans les deux cas, une même contradiction apparaît. Des familles capables de réunir cinq millions de FCFA pour une cérémonie peinent parfois ensuite à financer les études d'un enfant, à lancer un commerce, à construire un patrimoine ou à investir dans une activité productive durable. L'émotion collective l'emporte alors sur la rationalité économique.

Cette réalité ne concerne pas uniquement le Congo. Elle traverse de nombreuses sociétés africaines où la cohésion sociale reste plus forte que l'individualisme économique. Mais au Congo, elle prend une intensité particulière, parce que le statut social demeure fortement lié à la démonstration publique de générosité et de réussite.

Il serait toutefois injuste d'opposer brutalement traditions et développement. Les funérailles et les mariages font aussi vivre toute une économie locale : couturiers, restaurateurs, photographes, décorateurs, transporteurs, artistes, imprimeurs ou hôteliers. Derrière chaque cérémonie, des dizaines de petits métiers survivent grâce à cette circulation d'argent.

Le véritable problème n'est donc pas la célébration elle-même, mais le dé-

sequilibre qu'elle peut produire lorsqu'elle devient plus importante que l'investissement d'avenir. Une société ne peut durablement prospérer si l'essentiel de ses ressources est absorbé par le paraître social plutôt que par la création de richesses.

La question posée à la société congolaise est donc moins morale qu'économique et culturelle : comment préserver nos valeurs de solidarité, d'honneur familial et de convivialité sans tomber dans une compétition ruineuse du prestige ?

Le défi des prochaines années sera probablement celui d'un nouvel équilibre. Un équilibre entre respect des traditions et culture de l'investissement. Entre émotion collective et construction du futur. Entre la nécessité de célébrer nos morts et celle de préparer la vie des générations à venir.

Car une nation ne se développe pas uniquement par ses infrastructures ou ses discours politiques. Elle se développe aussi par la manière dont elle choisit de transformer son argent, ses émotions et ses priorités en avenir collectif.

Emmanuel Mbengué

## INTERVIEW

## Indira Nápoles Coello : « Cuba est extrêmement fière de ses relations avec l'Afrique »

L'humanité a célébré, le 25 mai dernier, la Journée mondiale de l'Afrique. Dans une interview accordée à la presse, l'ambassadrice de Cuba au Congo, Indira Nápoles Coello, est revenue sur les relations entre son pays et le continent africain avec le slogan « Cuba en Afrique et l'Afrique à Cuba ». Elle parle également de la coopération bilatérale entre Cuba et la République du Congo.

**A quel niveau situez-vous les relations entre Cuba et l'Afrique ? Comment Cuba a-t-elle célébré la Journée mondiale de l'Afrique ?**

**Indira Nápoles Coello (I.N.C.) :** Les relations avec l'Afrique occupent une place très particulière pour Cuba. Ces relations se caractérisent par des qualités significatives, telles que la solidarité et la résilience, fruits des défis et des épreuves affrontés pendant des décennies. Depuis la Révolution de 1959, Cuba a assumé, comme un devoir, sa contribution résolue contre le colonialisme et le néocolonialisme, ainsi que la défense du droit à la paix et au développement. Ceci à travers la mise en œuvre effective de relations bilatérales et multilatérales pleines et entières, et le soutien aux efforts d'unité revendiqués par les voix les plus authentiques de la pensée politique émancipatrice et panafricainiste.

Le développement des relations bilatérales nouées par Cuba avec les différentes capitales africaines a également joué un rôle important. Ce processus a abouti à la présence notable de missions diplomatiques de ce continent à La Havane, à la fin du premier quart du XXI<sup>e</sup> siècle.

2026, année du centenaire de la naissance du leader suprême de la Révolution cubaine, sera l'occasion de mettre en avant la réaffirmation de l'héritage internationaliste de la politique étrangère cubaine, dont le continent africain a constitué l'épicentre et dont le point culminant s'est traduit par le processus de négociation qui a conduit à la sauvegarde de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Angola, à l'indépendance de la Namibie et au démantèlement ultérieur du régime d'apartheid en Afrique du Sud. Par ailleurs, la célébration d'un nouvel anniversaire de la Journée de l'Afrique offre l'occasion d'honorer les héros africains et les in-

ternationalistes cubains, en particulier ceux qui ont donné leur vie pour défendre des causes justes.

**Comment les nouvelles générations de dirigeants peuvent-elles préserver la solidarité qui a toujours existé entre Cuba, la République du Congo et l'Afrique ?**

**I.N.C. :** Depuis de nombreuses années, Cuba est considérée comme la grande amie de l'Afrique. Elle a fait des sacrifices et a apporté sa contribution à l'indépendance du continent, en envoyant des combattants pour lutter contre les forces impérialistes et leurs alliés. Cuba est extrêmement fière de ses relations avec l'Afrique. Je tiens à souligner que les visites en République du Congo en 2025 du Premier ministre et du vice-ministre des Forces armées révolutionnaires, ainsi que les missions à Cuba du ministre congolais de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, et du chef d'état-major des Forces armées congolaises, témoignent de nos excellentes relations bilatérales historiques.

Il est important de continuer à développer les relations diplomatiques entre nos deux nations, sans oublier l'histoire, en la transmettant toujours aux nouvelles générations, en rendant hommage à l'héritage des dirigeants historiques qui ont permis d'en arriver là, en maintenant les liens de coopération et en recherchant de nouveaux domaines d'échange au profit de nos peuples.

**La République du Congo et l'Afrique peuvent-elles tirer, selon vous, parti de leur histoire commune de lutte pour renforcer leur présence sur la scène internationale ?**

**I.N.C. :** Cuba et la République du Congo entretiennent depuis plus de

60 ans des relations diplomatiques et de fraternité historique très solides. Cette alliance repose sur un lien culturel profond, une solidarité politique et une large coopération bilatérale. L'histoire des deux pays nous rappelle que, même dans les moments les plus difficiles, la solidarité et la fraternité peuvent s'épanouir et devenir un héritage durable. Ce sont ces sentiments qui ont renforcé la visite officielle effectuée par notre Premier ministre, Manuel Marrero Cruz, en 2025.

La présence du commandant Ernesto Che Guevara dans ce pays frère dans les années 1960 a également été déterminante, marquant le début de la contribution cubaine aux mouvements révolutionnaires africains. La présence du « Guerrillero Heroico » n'était pas seulement un acte de soutien militaire, mais aussi un geste d'identification profonde à la lutte pour l'indépendance des peuples opprimés. Le choix de Brazzaville, capitale de la République du Congo, comme siège de cinq des treize cycles de négociations qui ont conduit à la signature du Protocole définissant les termes de la paix en Angola, l'indépendance de la Namibie et qui a porté un coup définitif au régime de l'apartheid, revêt une importance particulière. Au fil des ans, Cuba a maintenu un engagement constant, sincère, solide et renouvelé envers cette nation sœur, qui transcende les frontières géographiques et culturelles.

Ainsi, des médecins, des éducateurs et des techniciens cubains ont travaillé et coopéré ici, contribuant au développement social et humain. Ces liens peuvent être qualifiés de multiples façons. On les qualifie de relations riches, historiques, fraternelles, unies par des liens étroits de sang, d'histoire, de culture, d'amitié et de solidarité durables.



**Quel rôle joue Cuba en faveur de la solidarité et de la résilience au Congo ?**

**I.N.C. :** Plus de dix mille kilomètres séparent Cuba de la République du Congo. Le fait d'être venu jusqu'ici montre bien que les distances géographiques ne sont pas un obstacle pour rapprocher deux peuples unis par des causes communes dans la lutte pour la paix, l'indépendance et le développement. C'est un pays de frères, d'amis, où l'on peut identifier de nouvelles possibilités de coopération, approfondir et diversifier les liens qui existent entre nos deux pays, principalement dans le domaine de la formation des ressources humaines. En effet, Cuba a formé plus de 3 000 professionnels de la santé et des filières techniques du continent africain, et depuis plusieurs années, elle assure une présence constante, principalement par l'intermédiaire du ministère de la Santé publique, dans la prise en charge médicale de la population congolaise, aux côtés de professionnels congolais formés dans notre pays.

Les Cubains présents au Congo ne viennent pas seulement pour offrir

des services de santé, ils viennent aussi pour s'inspirer de la résilience, de la solidarité et de la capacité de résistance d'un peuple frère. Ils viennent s'imprégner de l'essence de nos racines culturelles et d'une fraternité qui perdure et s'est toujours maintenue. Les échanges de délégations politiques ont renforcé les liens bilatéraux avec une nation qui soutient inconditionnellement Cuba. Nous nous souvenons, par exemple, des visites du président Denis Sassou N'Guesso, à trois reprises dans notre pays, la dernière lors de l'hommage posthume rendu au Commandant en chef, à Santiago de Cuba, où il a qualifié Fidel de l'une des figures les plus importantes du XX<sup>e</sup> siècle. Le symbole de Fidel restera à jamais, je crois que c'est là le principal enseignement qu'il nous laisse.

**Et pour conclure ?**

**I.N.C. :** Nous entretenons des relations positives avec tous les pays d'Afrique et comptons trente-quatre ambassades dans la région et à Cuba. C'est pourquoi la Journée de l'Afrique occupe une place particulière pour nous.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## INTÉGRATION

## L'Afrique centrale veut renforcer ses corridors logistiques

L'espace de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) entend accélérer le développement des corridors logistiques afin de fluidifier les échanges et soutenir l'intégration économique. Réunis à Yaoundé, au Cameroun, dans le cadre du lancement des préparatifs de Pro Meet Up 2026, acteurs publics, privés et partenaires au développement ont engagé des discussions qui vont se poursuivre jusqu'à la conférence principale prévue du 14 au 16 septembre prochain, dans la même ville.

La dynamique d'intégration économique en Afrique centrale se poursuit avec le lancement du processus préparatoire de Pro Meet Up 2026, une plateforme de concertation et de mobilisation des investissements. Une session inaugurale s'est ouverte le 1er juin dernier dans la capitale camerounaise, réunissant plusieurs acteurs institutionnels et économiques de la sous-région. Cette initiative, portée par Pro Meet Up, vise à créer un espace de dialogue entre les secteurs public et privé ainsi que les partenaires au développement. Elle ambitionne de favoriser la mise en relation des acteurs, la co-construction de projets structurants et l'émergence de partenariats durables pour soutenir le développement économique de



L'axe Oyo-Obouya-Boundji-Lékéty, au Congo DR

l'Afrique centrale.

Pour cette cinquième édition, plusieurs organisations internationales et régionales sont associées au

ment System. Placée sur le thème « Afrique centrale en mouvement : stratégies d'émergence et accélération du business dans les dynamiques sous-régionales », cette rencontre met en exergue les défis et les ambitions d'une sous-région dotée d'un important potentiel économique, notamment dans les secteurs énergétique, agricole, minier et industriel.

Cependant, les participants ont relevé que ce potentiel reste encore insuffisamment exploité en raison de contraintes persistantes, précisément en matière de connectivité, de logistique, de mobilité des biens et des personnes, ainsi que d'interconnexion des infrastructures. Dans ce contexte, le renforcement des corridors logistiques apparaît

comme un levier essentiel pour accélérer les échanges et soutenir l'intégration régionale. Lors de l'ouverture des travaux de cette cinquième édition Pro Meet Up, le ministre des Transports du Cameroun, Jean Ernest Masséna Ngallé Bibé, a rappelé le rôle central du secteur des transports dans les politiques de transformation économique, de facilitation des échanges et de renforcement de l'intégration régionale. Les travaux préparatoires se poursuivront jusqu'en septembre, avec la conférence principale de Pro Meet Up 2026 qui devrait réunir l'ensemble des parties prenantes autour des enjeux de développement et de coopération économique en Afrique centrale.

*Fiacre Kombo*

# L'ONEC Congo franchit le dernier pas vers l'IFAC

Après quatre ans d'un processus rigoureux d'évaluation, l'Ordre national des experts-comptables du Congo (ONEC-C) a passé, jeudi 28 mai 2026, son entretien final avec la Fédération internationale des comptables (IFAC). Une étape décisive qui place le Congo aux portes d'une reconnaissance comptable mondiale.



Une vue des professionnels congolais de la comptabilité présents dans la salle, lors du Grand Oral du 28 mai 2026 avec l'IFAC

Un oral de haut niveau

Il ne s'agissait pas d'une simple formalité. L'entretien mené par visioconférence, avec les équipes de l'IFAC, a duré plus d'une heure, au cours de laquelle le président Brice Voltaire Etou Obami, le secrétaire général Colbert Okinga Eboungou et le deuxième vice-président Serge Alexandre Patrick Denguet Atticky ont répondu à des questions portant sur la gouvernance de l'Ordre, la qualité de la profession, la formation, l'éthique et la viabilité financière de l'institution. Un exercice préparé de longue date, dont la rigueur reflète l'ambition portée depuis la mise en place du Conseil de l'Ordre, en décembre 2019.

La séance a été introduite par Michel Patrick Gamassa, past-président, dont les six années à la tête du Conseil de l'Ordre ont posé les fondations de cette candidature. C'est sous sa conduite que le dossier d'adhésion a été construit, porté et affiné jusqu'à cet entretien final. « Ce travail a donné un bon résultat », a déclaré le président Etou Obami à l'issue de l'échange. « Nous sommes à la porte d'entrée pour devenir membre associé de l'IFAC ».

Ce que l'adhésion change concrètement

L'enjeu va bien au-delà du symbole. En rejoignant l'IFAC, même au rang de membre associé, dans un premier temps, le Congo accède à un réseau mondial qui conditionne la crédibilité internationale des professions financières. Les experts-comptables congolais auront accès à des ressources techniques de haut niveau, à des programmes de formation continue alignés sur les standards internationaux, et verront leurs pratiques reconnues à l'échelle mondiale.

Pour les entreprises nationales, les implications sont directes. Un groupe comme la SNPC, qui présente ses états financiers à des partenaires internationaux, verra ces documents bénéficier d'une crédibilité accrue, puisqu'ils auront été établis par des professionnels reconnus par la plus haute instance comptable mondiale. C'est aussi un

signal fort adressé aux investisseurs et aux bailleurs de fonds, qui mesurent leur niveau de confiance à l'aune de la transparence de l'information financière.

Les étudiants en comptabilité-contrôle-audit ne sont pas en reste : les parcours de formation suivis au Congo pourront désormais prétendre à une équivalence internationale, réduisant l'exode académique et valorisant les diplômés nationaux.



Michel Patrick Gamassa (Past-président) et Brice Voltaire Etou Obami, Président de l'ONEC-C, lors de l'Oral avec l'IFAC

Un dossier solide, une trajectoire exigeante

Accompagné et encadré par des partenaires et professionnels à l'international comme Darlene Nzorubara, directrice du développement des organismes professionnels comptables à l'IFAC, Alta Prinsloo, directrice générale de la PAFA, Lewis Atta en charge de la transformation numérique, Hubert Tondeur de l'Ordre des experts-comptables de France et bien d'autres professionnels, avec pour Sponsor, Yacouba Traoré, président de l'ordre du Burkina Faso, pour convaincre l'IFAC, l'ONEC Congo a dû démontrer sa conformité progressive aux Statements of Membership Obligations — les SMO —, qui couvrent le contrôle qualité, la formation, l'éthique, les normes IFRS et les mécanismes d'investigation et de discipline. L'Ordre a mis en place plusieurs dispositifs concrets : publication annuelle dans la presse de la liste

des professionnels autorisés à exercer, système d'hologrammes avec papiers sécurisés sur les états financiers, partenariat académique avec l'Université nationale, et inscription dans la loi de finances de l'obligation de recourir à un expert-comptable inscrit à l'ONEC pour établir les états financiers déposés auprès de l'administration fiscale.

Le chantier du contrôle qualité — priorité affichée — suit un calendrier précis sur la période

2025-2029, avec formation des contrôleurs, transposition des outils de la PAFA et lancement progressif des missions de contrôle.

L'adhésion en qualité de membre associé n'est d'ailleurs pas l'horizon final : l'objectif déclaré de l'ONEC-C est d'accéder au statut de membre à part entière (full member) de l'IFAC. Un statut qui ouvrirait au Congo un droit de vote dans les instances de la fédération, une participation active à l'élaboration des normes comptables et d'audit internationales, et une place affirmée aux côtés des ordres

africains déjà membres à part entière — Bénin, Cameroun, Burkina Faso, Mali, Gabon, Rdc, etc. Pour la profession congolaise, ce serait l'aboutissement d'une intégration complète dans l'écosystème mondial de la comptabilité.

Séoul en ligne de mire

L'IFAC va désormais finaliser son évaluation globale et soumettre le dossier congolais à ses instances décisionnaires. La réponse officielle est attendue prochainement. Si elle est favorable — et le président Etou Obami ne cache pas sa confiance —, le Congo sera officiellement admis lors du Congrès mondial des comptables, prévu du 17 au 20 novembre 2026 à Séoul, en Corée du Sud.

« Nous attendons notre invitation à l'Assemblée de Séoul, a-t-il conclu, et nous reviendrons avec une joie partagée pour le Congo entier. »

## L'ONEC Congo en bref

Créé par loi n°29-2013 du 18 novembre 2013, l'Ordre national des experts comptables du Congo (ONEC-C) est l'institution chargée d'organiser, de réguler et de représenter la profession comptable en République du Congo. L'assemblée générale inaugurale s'est tenue les 20 et 21 décembre 2019 à Brazzaville, avec la mise en place d'un premier conseil de l'ordre et des commissions statutaires (Formation continue et Discipline). La tutelle de l'État sur l'institution est assurée par un commissaire du gouvernement. L'ONEC-C regroupe les experts-comptables et commissaires aux comptes agréés, dont l'exercice est encadré par la loi et subordonné à une procédure d'agrément délivrée conjointement par l'Ordre, le gouvernement (à travers le ministère en charge des finances) et la CEMAC. À ce jour, 103 professionnels sont inscrits à son tableau. Membre du Conseil supérieur des ordres de la CEMAC et de la commission de normalisation comptable de l'OHADA, l'ONEC-C joue un rôle croissant dans l'harmonisation des pratiques comptables à l'échelle régionale. Dans le cadre du programme de formation à l'expertise comptable, en partenariat avec CENAM-INTEC France et l'ISG, 92 étudiants sont actuellement en cours de formation. En 2027, entre 30 et 40 d'entre eux devraient entamer le stage d'expertise comptable, renforçant ainsi la relève et la qualité de la profession.

Le nouveau conseil de l'ordre de 11 membres élus, le 17 avril 2026, présidé par Brice Voltaire Etou Obami, a inscrit l'adhésion à l'IFAC parmi ses priorités stratégiques immédiates.

## L'IFAC en bref

Fondée en 1977 et dont le siège est à New York, l'IFAC est l'organisation mondiale qui fédère et représente la profession comptable à l'échelle planétaire. Elle regroupe aujourd'hui plus de 180 membres et associés répartis dans une centaine de pays, représentant quelque 3 millions de professionnels. Son rôle est d'établir et de promouvoir les normes internationales en matière d'audit, d'éthique, de formation et de comptabilité du secteur public, tout en soutenant le développement des organisations professionnelles nationales. L'adhésion à l'IFAC constitue, pour tout ordre national, la reconnaissance la plus haute de sa conformité aux standards internationaux de la profession.

## VISITE GUIDÉE

# Les participants aux 61<sup>es</sup> Assemblées annuelles de la BAD émerveillés par le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza

Avant de quitter la capitale du Congo, les participants aux 61<sup>es</sup> Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) ont visité le joyau culturel, touristique et historique congolais, le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. Cette visite a été jugée enrichissante et instructive par les hôtes de ce haut lieu chargé d'histoire.

Les participants aux 61<sup>es</sup> Assemblées annuelles de la BAD ont défilé à tour de rôle dans le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, considéré comme l'un des fleurons mémoriels de la République du Congo. Une importante délégation composée des experts mixtes venus de plusieurs pays a été accueillie au perron par la directrice générale de l'institution muséale, Béline Ayessa.

A travers cette visite guidée par Béline Ayessa et Marcel Bouessé, les hôtes du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza ont découvert l'histoire de l'explorateur franco-italien Pierre Savorgnan de Brazza et de ses compagnons. Ils ont découvert aussi son épopée avec le roi Iloho Ier ainsi que la signature du traité Brazza-Makoko. Les visiteurs venus à tour de rôle pendant trois jours ont appris aussi le rôle joué par l'intépide sergent Malamine Camara du Sénégal qui a défendu courageusement Brazzaville afin qu'elle ne devienne pas le prolongement de Kinshasa face à l'explorateur belge, Henry Morton Stanley.

Très émerveillés à l'issue de cette visite historique qui leur a permis de comprendre l'histoire moderne du Congo, les hôtes n'ont pas caché leur satisfaction. « C'était un moment très émouvant et nous avons beaucoup appris sur la ville. Je disais à mes



Béline Ayessa posant avec les participants aux 61<sup>es</sup> assemblées annuelles de la BAD sur le perron du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza/Adiac

consœurs tout à l'heure que chaque capitale devait s'inspirer de ce modèle-ci pour qu'on puisse comprendre comment les villes ont été créées et lesquels ont défendu nos différentes capitales. Je suis encore sous l'émotion, parce que c'est beaucoup de choses. Voilà pourquoi je dis que si chaque capitale essayait de reproduire ce que nous avons vu aujourd'hui, cela motivera le

tourisme», a déclaré Reine Bassolé épouse Léandre Bassolé, directeur général Afrique centrale Yitoum immobilier Abidjan, visiblement émue. Pour sa part, Mme Ngatsé pense que nombreux ne connaissent pas assez l'histoire du Congo qui est tellement merveilleuse. «Je remarque qu'on ne connaît pas assez notre histoire. Je conseille à tout le monde de passer pour essayer de s'en imprégner »,

a-t-elle suggéré. Quant à Erick Kasekelayi Kabeya, défenseur des droits de l'homme, il a signifié : «A l'occasion des 61<sup>es</sup> Assemblées annuelles de la BAD, nous avons eu le privilège de visiter le mémorial de l'explorateur. C'est lui qui est aujourd'hui une figure emblématique de l'histoire de cette ville de Brazzaville».

Le lendemain, le vice gouverneur de la Corée, Kihwan Kwon, venu lui aussi

prendre part aux 61<sup>es</sup> Assemblées annuelles de la BAD, a visité le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. «C'est un honneur de m'avoir présenté ce magnifique endroit et merci pour votre hospitalité. Je souhaite que le Congo aille de l'avant et poursuive sa marche vers le développement. J'ai salué la visite de ce mémorial. C'est mon premier voyage au Congo, je l'ai trouvé beaucoup impressionnant et très joli. Je pense que je vais repartir dans mon pays avec de beaux souvenirs», a-t-il indiqué.

Enfin, la dernière délégation à visiter le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza a été celle de la Tunisie, conduite par le gouverneur Tarek Bouhlel. Elle a exprimé sa satisfaction de participer aux Assemblées annuelles de la BAD 2026 dans ce beau pays, la République du Congo. «On a eu cette opportunité de visiter le mémorial qui est construit pour Pierre-Savorgnan-de-Brazza. Ce qui nous a marqués principalement, c'est tout ce qui a été fait pour entretenir cette histoire, cette mémoire et comment la République du Congo la valorise. Un grand merci à la République du Congo tout d'abord et à la directrice générale du mémorial qui nous a reçus aujourd'hui avec beaucoup d'hospitalité», s'est réjoui Tarek Bouhlel.

**Bruno Zéphirin Okokana**

**Jeudi 11 juin 2026**  
Ouverture du plus grand  
**franprix** au Congo à Brazza Mall

**Bienvenue  
chez vous!**



 Quartier Mpila, Face à la Mairie de Talangai,  
Brazzaville, Brazzaville.

  Suivez nous sur  
Franprix Congo

## STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE

## Le FMI formule des recommandations au gouvernement

Le bureau pays du Fonds monétaire international (FMI) a réitéré, le 11 juin, à Brazzaville des recommandations faites à la République du Congo, pays bénéficiaire de l'envolée des cours du pétrole, en vue de soutenir la croissance et réduire le niveau de la dette.

Lors d'un séminaire co-organisé avec le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Christian Yoka, le représentant résident du FMI, Maximilien Kaffo, a relevé quelques recommandations jugées prioritaires qui peuvent aider le Congo à préserver sa stabilité macroéconomique.

Selon le représentant de l'institution de Bretton Woods, les pays d'Afrique subsaharienne devraient continuer l'amélioration de la croissance qui résulte à la fois des politiques économiques plus rigoureuses, d'une meilleure maîtrise de l'inflation et d'efforts importants d'assainissement budgétaire entrepris.

Pour le cas spécifique du Congo qui fait face à une situation de surendettement, le FMI a formulé des recommandations majeures dont les plus capitales reposent sur l'utilisation rationnelle des surplus pétroliers, l'apurement des arriérés des opérateurs économiques, le remboursement de la dette extérieure en utilisant les ressources provenant de l'exploitation pétrolière, en ayant une marge de manœuvre pour rembourser la dette jugée importante.

Tout en conseillant le pays à poursuivre les réformes entreprises pour mettre un terme à la fuite des ressources financières, le FMI recommande également la réduction des dépenses publiques pour lutter contre le niveau d'endettement. Dans cette perspective, il estime qu'une bonne gestion des finances



et une gestion prudente devraient ainsi renforcer la discipline budgétaire.

Toutefois, dans les Perspectives économiques régionales d'Afrique subsaharienne présentées aux économistes, cadres du ministère des Finances, et des représentants des organisations onusiennes ainsi qu'aux diplomates lors de ce séminaire, le FMI note des progrès acquis mais mis à l'épreuve par le choc dû à la guerre au Moyen-Orient qui assombrit les espoirs enregistrés les années précédentes.

Conscient du fait que la préservation de la stabilité macroéconomique fait partie des priorités du pays, le ministre chargé des Fi-

nances, Christian Yoka, a rappelé que d'après les estimations du gouvernement, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est passée de 1,3% en 2024 à 4,3% en 2025 et devrait atteindre 5% en 2026. Une dynamique reposant sur la poursuite des réformes engagées depuis plusieurs années et sur l'amélioration progressive de l'environnement économique national.

#### Des recommandations jugées majeures

Les recommandations formulées par le FMI porte notamment sur l'accélération de la diversification économique visant à réduire la dépendance aux hydrocarbures afin

de renforcer leur résilience face aux fluctuations des cours mondiaux ; le renforcement des finances publiques grâce auquel les recettes sont passées de 1301 milliards FCFA en 2020 à plus de 2550 milliards FCFA en 2025. «*Les secteurs hors pétrole affichent une progression soutenue. L'agriculture, l'élevage, les télécommunications, les transports, les services financiers, la logistique et les services marchands constituent désormais des moteurs de croissance de plus en plus importants*», a indiqué Christian Yoka.

Outre ces deux premières recommandations, il est également attendu une soutenabilité de la dette

publique, dont le ratio rapporté au PIB qui dépassait 110% en 2020 et 2021 est revenu autour de 92% en 2025. Des projections qui indiquent une poursuite de cette tendance à la baisse au cours des prochaines années autour de 80% du PIB à l'horizon 2027.

La cinquième recommandation du FMI porte sur les réformes structurelles et la modernisation de l'État. Dans le cadre de celle-ci, «*les réformes en cours concernent notamment la dématérialisation des procédures fiscales et douanières, le développement des paiements électroniques, l'interconnexion des systèmes d'information, le renforcement de la transparence budgétaire ainsi que la mise en œuvre prochaine du Compte unique du Trésor*», a précisé le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public.

S'agissant de la nécessité de protéger la population la plus vulnérable face aux risques inflationnistes et aux menaces pesant sur la sécurité alimentaire, comme souligné par le Fonds, le ministre a réitéré la volonté du gouvernement de poursuivre la trajectoire baissière de l'inflation en privilégiant les dépenses sociales prioritaires ; le soutien aux secteurs productifs ; le développement agricole ainsi que les mécanismes destinés à préserver le pouvoir d'achat de la population.

Guy-Gervais Kitina

## TRIBUNE LIBRE

## La BAD et le développement souverain de l'Afrique : rupture ou continuité ?

La Banque africaine de développement (BAD) a tenu, du 25 au 29 mai dernier, à Brazzaville, ses 61<sup>es</sup> Assemblées annuelles. Elle a retenu l'idée d'une transition industrielle vers la transformation des matières premières sur le continent pour créer de la valeur ajoutée et doper l'attractivité des investissements structurants, en déployant de nouveaux mécanismes d'atténuation des risques, indispensables pour capter 4 000 milliards de dollars d'épargne locale. Cette idée nécessite :

1) La transformation locale des matières premières pour créer de la valeur ajoutée. L'Afrique représente moins de 2 % de la production manufacturière mondiale et 1,4 % des exportations mondiales de produits manufacturés. Avec ses 27% des réserves mondiales de bauxite, elle exporte une tonne brute à 63 dollars, alors qu'elle importe une tonne d'aluminium à 3500 dollars (Business Wire 2018). Or, l'Afrique dispose de 30 % des réserves minérales mondiales avec 80 % des ressources de coltan, 90 % du platine, 90% du cobalt, 50 % du diamant et 40 % de l'or. La transformation locale de ces matières doublera le produit intérieur brut (PIB) d'Afrique d'ici à 2040 moyennant l'investissement de 155 milliards de dollars par an en infrastructures pour atteindre une croissance de 4,5 % par an et dépasser l'objectif de 7 % fixé par

l'Agenda 2063 de l'Union africaine valant 1 300 milliards de dollars ;

2) Le développement d'un écosystème commercial à forte coopération qui est actuellement limité par des obstacles liés aux infrastructures et aux régulations régionales de la zone de libre-échange continentale. La BAD finance le pont-route rail de 1 575 m, liant Brazzaville à Kinshasa, sur le fleuve Congo (662 millions de dollars) et le Fonds du bassin du Congo (3,5 milliards de dollars). Mais, le commerce intra-africain n'est que de 230 milliards de dollars en 2026, moins de 20% des échanges globaux du continent (Afreximbank, 2026).

3) Le financement concessionnel responsable qui absorbe les risques, débloque les investissements privés et accélère le développement à grande échelle. Deux nouveaux mécanismes garantissent l'autonomie financière :

a) Le principe de subsidiarité permettant à la BAD de participer au capital des banques qui n'ont pas la capacité de prêter sur dix ou quinze ans, afin qu'elles mobilisent des crédits additionnels dont l'épargne locale de 4 000 milliards de dollars, environ 20% du PIB de l'Afrique. Or, 80 % des pays africains présentent un risque de crédit élevé ou très élevé. Le taux de pénétration de l'assurance n'est que 3,5 % du PIB, inférieur de moitié

à la moyenne mondiale. Le niveau des actifs des fonds de pension n'est que 23 % du PIB contre 34 % au niveau mondial. L'Afrique ne représente que 1 % des émissions mondiales d'obligations souveraines, contre 3 % du PIB mondial ;

b) Le principe de levier de l'emprunt pour améliorer la rentabilité des capitaux propres des États. Une unité monétaire investie entraînera 2,50 unités monétaires de cofinancement et de capitaux privés.

4) Vers l'amélioration continue de l'attractivité continentale pour développer davantage l'investissement direct étranger en Afrique qui a chuté de 38% en passant de 59 milliards de dollars en 2025 contre 28 milliards de dollars en 2024; quand le monde enregistre 1 600 milliards de dollars contre 1500 milliards de dollars, soit une augmentation de 14%. Le capital de la BAD de 318 milliards de dollars est contrôlé à 39,69% par vingt-quatre pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques et quatre membres des BRICS. Cette minorité de blocage finance plus de 48 % des investissements dont 80% dans le public et 20% dans le privé. Les taux d'intérêt de la BAD dépendent du taux de retour sur investissement de chaque bailleur de fonds. La taille des projets financés est passée de 39,73 millions de dollars en 2019 à 48,07 millions de dollars en 2024.

Mais, certains bailleurs comme les Etats-Unis d'Amérique, avec 6,5% de participation au 16<sup>e</sup> Fonds africain de développement, soit 567 millions de dollars, se retirent de l'architecture de financement en 2026.

Or, la BAD construit sa gestion prudentielle sur la base de la confiance de ses partenaires qui la protègent contre les risques de déclasserement et de change. Elle intègre dans son capital les pays industrialisés notés AAA pour bénéficier de leur notoriété et obtenir des emprunts auprès d'eux. Mais, la dégradation de la note des Etats-Unis de AAA à AA++ en 2023 a généré une perte de 9 milliards UC à la BAD. Elle utilise l'UC comme une monnaie, déterminée par la moyenne d'un panier des monnaies des bailleurs, afin d'éviter l'exposition aux pertes liées à la volatilité des cours. Mais, elle a enregistré une perte de change de 1132,23 millions UC en 2023 contre 266 millions UC en 2022.

Ainsi, l'urgence de l'industrialisation de l'Afrique nécessite le renforcement des capacités de financement internes de la BAD, la diversification des sources de capitaux, la reconfiguration de l'architecture financière et un cadre institutionnel sain. Les nouveaux mécanismes financiers exigent une réelle prise de risque responsable.

Emmanuel Okamba maître de Conférences HDR en sciences de gestion

## THÉÂTRE

## « Chef de famille malgré lui », une pièce qui interroge sur les dérives des traditions

Après plus de deux ans d'absence, la pièce de théâtre « Chef de famille malgré lui » a fait son grand retour sur scène, le 6 juin à Brazzaville. Ce spectacle captivant a offert au public l'opportunité de faire une lecture sans concession de la société africaine, et plus particulièrement congolaise, façonnée par une tradition et un modernisme parfois mal interprétés.

Véritable satire sociale présentée en plusieurs actes, la pièce a été jouée par la troupe L'Agora. À travers une dizaine de comédiens et une succession de tableaux, le groupe a mis en évidence des thèmes récurrents du vécu quotidien tels que la sorcellerie, la polygamie, le respect dû aux morts et la gestion de l'argent lors des veillées mortuaires.

L'histoire, écrite par le dramaturge Jean Marie Bamokena, met en avant un personnage principal, Tapalé. Après le décès de son frère aîné, Mouboulou, qui avait un statut de polygame. Tapalé se voit attribuer la responsabilité de chef de famille, un rôle qu'il juge extrêmement encombrant. Dans la période de deuil, il fait face à des situations qui lui paraissent plutôt absurdes et injustes. Son regard tourné vers le modernisme l'amène à porter des critiques sur les attitudes des membres de sa famille qui persécutent, au nom



Les acteurs sur la scène/Adiac

de la tradition, les veuves de son défunt frère.

Le choc culturel culmine lorsque l'une des veuves arrive de France. Pour les parents restés au pays, les coutumes se trouvent profondément violées. Non seulement cette dernière est vêtue d'une tenue jugée trop légère, mais elle se présente à la veillée avec une petite boîte contenant les cendres issues de l'incinération de la dépouille. Une pratique contraire aux rites lo-

caux. Elle est ensuite agressée pour sa mentalité occidentale le jour des obsèques par des jeunes du quartier. La mère du défunt ne supportant pas cela s'effondre.

« On honore plus les morts que les vivants ». C'est le cri du cœur lancé par l'auteur, Jean Marie Bamokena. À travers cette comédie dramatique, le dramaturge interroge la moralité des comportements collectifs et interpelle les consciences. « Est-ce qu'il

est intelligent de passer des nuits à la belle étoile, sur des nattes, de dépenser des millions, alors que nous n'avons pas d'assurance maladie ? » s'indigne l'auteur. « Quand nous sommes à l'hôpital, dans toutes nos familles, vous pouvez vérifier, les gens sont incapables de se mobiliser pour mettre la main à la pâte. Mais quand ils crèvent, tout le monde vient pour étaler la petite richesse acquise », remarque-t-il.

La pièce expose ces tensions familiales et les obligations financières imposées aux veuves, aux beaux-fils et aux belles-familles, souvent sources de conflits et d'abus. Une réalité que le public a assimilée à son propre vécu.

Pour le député Yves Fortuné Moundelé-Ngollo, qui a suivi la pièce en tant que spectateur, l'expérience a été à la fois un moment de détente et d'éducation. « C'est une façon de présenter nos travers dans nos traditions. Des choses qu'on ne nous explique jamais mais qu'il faut toujours faire, parce que c'est comme cela. Le metteur en scène et l'auteur savent mettre le doigt sur toutes ces questions qu'on se pose à chaque fois ». Si le deuil reste le moment de réunir la famille élargie et d'apprendre les rites aux plus jeunes, la pièce invite, selon lui, à une prise de conscience pour éliminer les dérives.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

## JOURNÉE DE LA LANGUE RUSSE

## Maria Fakhroutdinova rend hommage à Pouchkine

À l'occasion de la célébration internationale de la langue russe, la directrice de la Maison russe au Congo, Maria Fakhroutdinova, a rendu le 6 juin à Brazzaville un hommage à l'écrivain Alexandre Pouchkine, considéré par les siens comme le père de la littérature russe moderne.

La célébration de la journée de la langue russe coïncide avec la date de naissance d'Alexandre Pouchkine. En compagnie de la délégation diplomatique russe au Congo et des amoureux de cette langue, la directrice de la Maison russe, Maria Fakhroutdinova, a déposé une gerbe de fleurs sur le buste à l'effigie de l'écrivain. Elle a souhaité rappeler, à travers cet acte, l'impact universel de cet homme qui, par ses œuvres, a promu une littérature russe claire, fluide et élégante, à une époque où l'écrit était encore très influencé par des formes anciennes ou étrangères. « Pouchkine est le symbole de notre langue. Pour chaque personne qui apprend la langue russe, c'est une figure de référence, une figure de courage, une figure emblématique », a-t-elle indiqué.

Au-delà du génie littéraire, elle a insisté sur les valeurs humaines qui traversent son œuvre, notamment l'amitié indéfectible. Éduqué dès son



Maria Fakhroutdinova/DR

plus jeune âge dans une école privée, le poète y avait forgé une véritable « cellule d'amitié » avec des compagnons qui l'ont protégé toute sa vie face à son caractère impétueux. Un courage et une droiture citoyenne qui, selon la directrice de la Maison russe, résonnent particulièrement avec les aspirations de la jeunesse d'aujourd'hui.

Décédé le 10 février 1837 à l'âge de 37 ans, et en dépit de son ouverture d'esprit, Alexandre Pouchkine n'avait jamais eu l'occasion de voyager en Afrique. « Pouchkine

a toujours gardé son amour, sa passion vers ses racines. Mais avec ses œuvres et ses contes, on fait le voyage, pas seulement en Russie, mais dans le monde entier », a rappelé la responsable du Centre culturel russe.

Notons qu'au Congo comme partout ailleurs, les œuvres d'Alexandre Pouchkine continuent de vivre à travers plusieurs événements. Le concours de Slam organisé par la Maison russe consacré aux poésies de l'auteur sera le point d'orgue de cette commémoration.

J.P.M.-S.

## CAMEROUN

## Le nouveau gouvernement toujours attendu

Sept mois après sa prestation de serment à la suite de l'élection présidentielle du 12 octobre 2025, le président camerounais, Paul Biya, n'a toujours pas formé un nouveau gouvernement.

L'horloge politique camerounaise semble être figée depuis le 6 novembre 2025, date de la prise de fonction du président Paul Biya, après sa réélection pour un huitième mandat à la tête de son pays. Malgré des annonces délivrées lors de ses dernières sorties officielles, promettant la mise en place immédiate d'un nouveau gouvernement, la population camerounaise reste toujours en attente. Et même l'équipe gouvernementale actuelle, dont le dernier remaniement date de 2019. Comme l'a confié un haut cadre camerounais cité par le média Radio France internationale, « Certains ministres joueraient à la prudence dans le traitement des dossiers relevant de leur département, par peur de l'inconnu ». Pour le ministre délégué à la Justice, Jean de Dieu Momo, « le président aurait d'autres préoccupations que de faire un remaniement ministériel ».

Depuis lors, seul un décret d'envergure a occupé l'actualité politique au Cameroun. La promulgation de la loi rétablissant le poste de vice-président. Ce poste assure automatiquement l'intérim du président en cas d'incapacité de ce dernier jusqu'à la fin du mandat. Une restructuration de l'appareil gouvernementale qui apparaît pour certains observateurs camerounais comme une préparation à sa succession. Rappelons que le Cameroun avait aboli cette fonction en 1984 lors d'une révision constitutionnelle, la remplaçant par celle de Premier ministre.

En attendant ce gouvernement, l'équipe dirigée par Joseph Dion Ngute, en fonction depuis 2019, continue de mener les affaires politiques et administratives.

J.P.M.-S.



**AVIS DE DEMANDE DE COTATIONS  
DC N° 001/MEH/PASEL/UGP-SCES-2026**

**SELECTION D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MALADIE AU PROFIT DU PERSONNEL DU PROJET D'AMELIORATION DES  
SERVICES D'ELECTRICITE (PASEL)**

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour financer le Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL). Conformément aux procédures de la Banque mondiale, le projet se propose d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du marché relatif à la sélection d'une compagnie d'assurance maladie au profit des travailleurs du PASEL.

L'Unité de Gestion du Projet d'Amélioration des Services d'Electricité sollicite des offres fermées de la part des soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications suivantes :

a) Capacité financière (chiffre d'affaires) Le Soumissionnaire doit démontrer qu'il a un chiffre d'affaires moyen équivalent à au moins trente-cinq millions (35 000 000) Francs CFA ;

b) Expérience spécifique Le Soumissionnaire doit démontrer qu'il a exécuté avec succès, au cours des dix (10) dernières années, au moins deux (02) marchés d'une valeur chacun d'au moins dix-sept millions (17 000 000), portant sur les services d'assurance maladie au profit du personnel des structures publiques ou privée en République du Congo ;

c) Agrément CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances) et liste des structures agréées -Avoir un agrément de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA) et une attestation de réassurance ainsi que le solde de la réassurance ;  
-Liste des différents centres hospitaliers, cliniques et cabinets agréés par la compagnie d'assurance.

2. La passation de marchés sera conduite selon la procédure de demande de cotations telle que prévue au point 5 de l'annexe XII du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale de Juillet 2016 Révisions Novembre 2017, Août 2018, novembre 2020, septembre 2023, février 2025 et septembre 2025 ».

3. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL) et prendre connaissance du dossier de demande de cotations à l'adresse mentionnée ci-dessous.

4. Le dossier de demande de cotations en français peut être obtenu gratuitement par les soumissionnaires intéressés

en version papier ou électronique auprès de l'Unité de Gestion du Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL) ou par mail.

5. Les offres devront être remises à la cellule de passation de l'Unité de Gestion du PASEL au plus tard le 03/07/2026 à 12 heures 00 minute, en un (1) original et trois (02) copies en plus de la version électronique contenue dans une clé USB. L'ouverture des plis se fera à l'issue des dépôts des offres, dans les locaux de l'Unité de Gestion du projet à partir de 13 heures 30 minutes en présence des soumissionnaires souhaitant y assister.

La soumission des offres par voie électronique « ne sera pas » autorisée. Les offres remises en retard (hors délai) ne seront pas acceptées.

6. Aucune garantie de soumission n'est exigée. En outre, les soumissionnaires devront joindre à leurs offres, les pièces administratives suivantes en cours de validité :

- Le numéro d'Identification Unique (NIU) ;
- Le Registre du Commerce et de Crédit Mobilier (RCCM) ;
- Le Quitus de la CNSS en cours de validité ;
- L'attestation de non faillite valide ;
- Le certificat de non-redevance fiscale

; • Les Copies des conventions de partenariats avec les établissements hospitaliers dont un (01) en Afrique.

7. Les offres resteront valables pendant soixante jours (60) jours pour compter de la date limite ci-dessus fixée pour leur remise.

8. Le PASEL se réserve le droit d'accepter, de rejeter toutes les offres ou d'annuler la procédure de demande de cotations à tout moment avant l'attribution du marché.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL)  
Unité de Gestion du Projet  
Adresse : 22, Avenue Albert BAS-SANDZA (non loin de la Clinique COGEMO), Centre-Ville  
Brazzaville-République du Congo  
Tél : (+242) 06 443 41 36  
Email : passationdesmarchespase@gmail.com

**Fait à Brazzaville, le**

**Le Coordonnateur  
Olivier MAZABA NTONDELE**



**AVIS DE DEMANDE DE COTATION ADC N°001/MAE/PD2AC/UGP-CPM/26  
Objet : ACQUISITION DE CINQ (05) ORDINATEURS PORTATIFS DESTINES AU PROJET DE  
DEVELOPPEMENT DE L'AVICULTURE ET DE L'AQUACULTURE AU CONGO (PD2AC)**



**1. Contexte**

Dans le cadre de la préparation du Projet de Développement de l'Aviculture et de l'Aquaculture au Congo (PD2AC), la Banque mondiale, à travers le Mécanisme d'Octroi de Dons pour la Préparation de Projets (GFPP), a conclu le 30 septembre 2025 avec le Gouvernement de la République du Congo un Accord de Don d'un montant de 1 750 000 USD, pour une durée de 18 mois dont la gestion est assurée par le Projet de création des activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat). A cet effet, une partie de ces fonds sera affectée au financement de l'activité relative à l'« acquisition de cinq (05) ordinateurs portatifs destinés au projet PD2AC ».

Les offres devront comprendre la réalité des taxes sur les Marchés Publics, sans besoin de majoration ni distinction, accompagnée du modèle de lettre de cotation, du Bordereau de prix, Quantitatif et Calendrier de livraison et les offres doivent être valides pendant une période de soixante (60) jours suivant la date limite de dépôt.

Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le 22 juin 2026 à 13h 00. La soumission des offres par voie électronique « n'est pas » autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaiteront à l'adresse ci-dessous le 22 juin 2026 à 13 heures 30.

La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à une demande de cotations telle que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'Investissements (FPI) de la Banque mondiale, version de septembre 2025 ».

Les candidats intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations et prendre connaissance du dossier de cotation en envoyant un e-mail [proclimatmarches@gmail.com](mailto:proclimatmarches@gmail.com) ou en se rendant à l'adresse indiquée ci-dessous, du lundi au vendredi, de 09 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 16 h 30.

L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est : Projet de création des activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat), sur l'Impasse du Croisement Groupe Scolaire REMO et Avenue Maréchal Lyautey, Résidence Ex-Air Afrique, Centre-Ville, Brazzaville, République du Congo,  
Email : [proclimatmarches@gmail.com](mailto:proclimatmarches@gmail.com) / [proclimatcongo@gmail.com](mailto:proclimatcongo@gmail.com),  
Tél. + 242 : 06 696 16 10 / 06 498 97 25 /

**Fait à Brazzaville, le 09 juin 2026**

**Le Coordonnateur**

**Mexans Sosthène MAYOUKOU**

## FESTIVAL ARTS, SCIENCES ET CULINAIRE

## L'école internationale turco-congolaise Maarif fait découvrir son génie créatif

L'école internationale Maarif a organisé, le 8 juin, à Brazzaville la deuxième édition du Festival des arts, sciences et culinaire (Fasc).

L'édition 2026 du Fasc a été marquée, comme l'an dernier, par l'exposition des œuvres d'art, des projets électroniques et la gastronomie de plusieurs pays.

Sur les stands disposés pour la circonstance, les élèves ont présenté divers projets scientifiques et technologiques innovants ainsi que des œuvres artistiques créatives qui ont retenu l'attention des invités, parmi lesquels l'ambassadeur de Turquie au Congo, Hilmi Ege Türemen, et son homologue de l'Algérie, les parents d'élèves ainsi que plusieurs autres personnalités.

Des projets menés par des élèves, l'on peut citer, entre autres, le générateur électromagnétique; le montage et la programmation d'un robot domestique pour le nettoyage; la glacière électronique; la poubelle intelligente; le congélateur portatif; l'ambulance intelligente; les cheveux artificiels fabriqués à base des écorces du bananier, etc.

« Le projet sur l'électromagné-



L'ambassadeur Hilmi Ege Türemen admirant la créativité des élèves/Adiac

tisme est un générateur électromagnétique. Il est composé, entre autres, d'un interrupteur qui nous permet de lancer et d'interrompre le courant à volonté. Lorsque nous démarrons le moteur, cela crée un champ

magnétique avec les bobines et fait passer le courant », a expliqué une élève.

Le Fasc a donné l'occasion aux invités de découvrir et de déguster différents mets issus de nombreuses cultures du monde (Congo, Côte

d'Ivoire, Chine, Yémen, Nigeria, Maroc, Centrafrique, République démocratique du Congo, Tchad,

nologie, les arts auprès du public varié. A travers cette activité, la Fondation Maarif veut encourager les jeunes à l'excellence dans l'innovation et la créativité artistique, « afin de ne pas laisser tarir leurs vocations, car la Turquie est un pays à la pointe de la recherche scientifique et technologique et est très engagé dans la promotion de la créativité par des jeunes ».

Notons que les écoles internationales Maarif sont gérées par la Fondation Maarif, une fondation publique turque créée en 2016. Elle est responsable de la création et de la gestion des établissements scolaires allant du préscolaire à l'enseignement supérieur dans différents pays.

La Fondation Maarif de Turquie est la seule organisation de ce pays autorisée à ouvrir des établissements scolaires à l'étranger. Elle a pour mission de former une jeunesse consciente, innovante et productive, apte à relever les défis de demain, et d'assurer l'interaction culturelle.

**Yvette Reine Boro Nzaba**

## INCLUSION SOCIALE

## Les jeunes de l'orphelinat Yamba ngai exposent leur regard sur le Congo

À travers l'exposition photographique « Jeunes regards sur le Congo », présentée le 6 juin à la résidence de l'ambassadeur d'Italie à Brazzaville, les enfants de l'orphelinat Yamba ngai ont dévoilé leur vision de la société congolaise. Initiée par l'organisation non gouvernementale (ONG) italienne Comunit à Promozione e Sviluppo (CPS), dans le cadre du projet « Une approche inclusive du handicap », cette initiative met en avant l'art comme levier d'inclusion sociale, d'expression et de valorisation des talents.

En présence de plusieurs personnalités, parmi lesquelles l'ambassadrice de l'Union européenne au Congo, Anne Marchal, l'exposition a permis aux visiteurs de découvrir des œuvres photographiques réalisées par des enfants formés durant plusieurs semaines à l'art de la photographie sous la direction du photographe congolais de renommée internationale, Baudouin Mouanda.

La démarche consistait à leur transmettre les bases de la photographie tout en les amenant à porter un regard critique sur leur environnement. Durant douze jours, a témoigné Baudouin Mouanda, les jeunes ont alterné séances théoriques et exercices pratiques, apprenant à utiliser des appareils photographiques professionnels et à développer une démarche artistique personnelle. Le thème principal de l'atelier portait sur l'urgence, une notion que les participants ont explorée à travers différentes problématiques observées dans leur environnement quotidien. Certains ont choisi de traiter la question des déchets et de l'insalubrité, d'autres se sont intéressés au reboisement, à l'accès à l'eau potable ou encore à l'émancipation de la femme.

Selon le photographe, l'objectif n'était pas simplement de reproduire des images du quotidien, mais d'aider les enfants à dépasser le regard habituel porté sur ces réalités afin d'en révéler les enjeux sociaux et humains. Les clichés exposés témoignent ainsi d'une

véritable capacité d'observation et d'analyse. À travers leurs œuvres, les jeunes photographes invitent le public à réfléchir aux défis environnementaux et sociaux auxquels le Congo est confronté, tout en démontrant que l'art peut constituer un puissant moyen d'expression et de sensibilisation.

Au-delà de l'aspect artistique, l'exposition a permis aux jeunes bénéficiaires de vivre une expérience valorisante. Sarah, volontaire du Service civique universel auprès de CPS, a expliqué que cette initiative visait à donner aux participants l'occasion de voir leurs efforts reconnus par le public. « Grâce à cette exposition, les jeunes ont pu prendre conscience du travail accompli et mesurer le chemin parcouru. Cette reconnaissance est essentielle pour renforcer leur confiance en eux et leur motivation », a-t-elle indiqué.

## L'Italie engagée au Congo

S'exprimant à cette occasion, l'ambassadeur d'Italie au Congo, Enrico Nunziata, a souligné que cette activité a représenté bien plus qu'une simple présentation artistique. Elle a constitué, selon lui, l'aboutissement d'un véritable processus d'apprentissage et de développement personnel pour les jeunes participants. « Derrière chaque image, il y a des talents, des aspirations et un potentiel qui méritent d'être reconnus et valorisés », a-t-il déclaré. Le



diplomate a également rappelé l'importance de la coopération entre les institutions publiques, les organisations de la société civile, comme l'ONG CPS, et les partenaires internationaux pour construire une société plus équitable. Il a réaffirmé l'engagement de l'Italie en faveur des personnes vulnérables, notamment à travers le financement de programmes dédiés à l'insertion professionnelle des personnes vivant avec handicap.

Le projet « Une approche inclusive du handicap » vise, en effet, à améliorer les conditions de vie des personnes vivant avec handicap dans les arrondissements de Ouenzé et Makélékélé. D'après Ermelinda Onda, représentante de CPS au Congo, le programme entend favoriser leur insertion socio-économique à travers l'accès à l'emploi, l'accompagnement des activités génératrices de revenus et des formations qualifiantes dans plusieurs métiers tels que la couture, la menuiserie, la construction, la reliure, l'informatique ou encore la gestion d'entreprise. Le

projet porte aussi une forte dimension de sensibilisation destinée à lutter contre les préjugés liés au handicap et à promouvoir l'égalité des chances au sein de la société congolaise.

Notons que cet événement organisé par l'ONG italienne CPS, en partenariat avec l'orphelinat Yamba ngai et ClassPro Culture, s'est inscrit dans le cadre du projet « Une approche inclusive du handicap » cofinancé par l'Union européenne et la Conférence épiscopale italienne.

**Fiacre Kombo**



**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET  
(SERVICES DE CONSULTANT - SELECTION DE FIRMES)  
N° 004/MEH/PASEL/UGP-SC-2026**

**RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ÉTUDES POUR LA REALISATION DES PLANS D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) A BRAZZAVILLE ET A POINTE NOIRE**

Pays : République du Congo  
Nom du projet : Projet d'Amélioration des Services d'Electricité  
Prêt BIRD n° : 9686-CG

Intitulé de la Mission : Recrutement d'un bureau d'études pour la réalisation des Plans d'Action de Réinstallation (PAR) à Brazzaville et à Pointe-Noire N° de référence : CG-066-PASEL-SC-26

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour couvrir le coût du Projet d'Amélioration des Services d'Electricité et a l'intention d'affecter une partie des ressources accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat de services d'un bureau d'études pour la réalisation des plans d'action de réinstallation (PAR) à Brazzaville et Pointe-Noire.

2. Les services de consultant (« les Services ») sont essentiellement axés sur les objectifs suivants:

- Décrire le sous-projet et ses impacts éventuels dans la zone d'intervention (avec un focus sur les activités susceptibles d'occasionner des pertes d'actifs, de sources de revenus ou de logements) ;
- Évaluer les impacts physiques et économiques des travaux sur les personnes affectées (PAP) (pertes de terres, de structures, de revenus, d'activités, etc.) ;
- Proposer des mesures d'atténuation et de compensation adéquates, conformes à la NES n°5 et au droit national ;
- Mener un processus de consultation inclusive et participative avec les populations affectées et les parties prenantes locales, afin d'assurer leur information, leur implication et leur adhésion au PAR ;
- Identifier et recenser l'ensemble des personnes affectées (PAP) ménages et entités économiques susceptibles d'être affectés par les travaux, dans les deux villes concernées ; et les types d'impacts (physiques et/ou économiques), accompagné d'une enquête socio-économique approfondie, ainsi que du système foncier de la zone d'intervention avec prise en compte effective des personnes vulnérables (femmes, personnes âgées, personnes handicapées, etc.) ;
- Définir les modalités institutionnelles, financières et opérationnelles de mise en œuvre de la réinstallation ;
- Réaliser une enquête parcellaire ;
- Définir des mesures de rétablissement des moyens de subsistance ;
- Proposer des mesures d'indemnisation et de réinstallation ;
- Établir un mécanisme de gestion des plaintes accessible et efficace ;
- Estimer le coût et le budget des compensations et indemnisations des PAR ;
- Proposer un calendrier de mise en œuvre des PAR ;
- Proposer des procédures spécifiques de gestion des plaintes tout en prenant en compte les bases existant dans le mécanisme de gestion des plaintes du PASEL ;
- Décrire un plan de suivi-évaluation et de consultation continue ;
- Définir les responsabilités de suivi/évaluation et de la mise en œuvre des PAR ;
- Produire des Plans d'Action de Réinstallation complets, validés et publiables, pour chacun des deux sites (Brazzaville et Pointe-Noire).

3. La durée estimative de mise en œuvre de la mission est de 45 jours pour les activités.

4. Les Termes de Référence (TDR) détaillés de la mission sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous.

5. Le Projet d'Amélioration des Services d'Electricité invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à faire part de leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection de la liste restreinte sont les suivants :

- Activités principales ou expérience générale du consultant et nombre d'années d'expérience :
- Le Bureau d'Études devra être un cabinet agréé ou un consortium de bureaux

d'études disposant d'au moins dix (10) ans d'expérience avérée dans la réalisation d'études d'impact environnemental et social (EIES) et de Plans d'Action de Réinstallation (PAR), financés par des institutions multilatérales ou bilatérales ;

- Il devra justifier d'une bonne maîtrise du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale, ainsi que des procédures et exigences associées ;

- Le Bureau d'Études devra également démontrer une expérience spécifique d'au moins trois (03) missions similaires dans le domaine du développement social, notamment en matière de gestion des déplacements involontaires.

• Personnel clé :

- Il mettra à disposition une équipe pluridisciplinaire qualifiée, avec une répartition adéquate du temps de travail, afin d'assurer l'exécution efficace de l'ensemble des activités prévues dans le cadre de l'étude.

6. L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, juillet 2016 révisé en novembre 2017, juillet 2018, novembre 2020, septembre 2023, février 2025 et septembre 2025 (« Règlement de Passation des Marchés »), qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts. En outre, veuillez-vous reporter aux informations spécifiques suivantes sur les conflits d'intérêts liés à cette mission : Les Consultants ne peuvent être engagés pour des missions qui seraient incompatibles avec leurs obligations présentes ou passées envers d'autres clients, ou qui risqueraient de les mettre dans l'impossibilité de remplir leur mandat au mieux des intérêts de l'Emprunteur.

7. Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

8. Un Consultant sera sélectionné selon la méthode SQC (Sélection Fondée sur les Qualifications du Consultant) telle que définie dans le Règlement de Passation des Marchés.

9. Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau de lundi à vendredi, de 8h00 à 16h00 heures locales.

10. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, en personne, en quatre (04) exemplaires, dont un (01) original et trois (03) copies, accompagnées d'une version électronique sur clé USB, au plus tard le 26 juin 2026 à 13 h 00 (heure locale), à l'adresse mentionnée ci-dessous et porter la mention : « Avis à manifestation d'intérêt n° 004/MEH/PASEL/UGP-SC-2026 relatif au recrutement d'un bureau d'études pour la réalisation des Plans d'Action de Réinstallation à Brazzaville et à Pointe-Noire ».

Projet d'Amélioration des Services d'Electricité  
À l'attention de : Olivier MAZABA NTONDELE, Coordonnateur du PASEL  
Adresse : 22 Avenue Albert BASSANDZA  
(Non loin de la Clinique COGEMO) / Centre-Ville  
Brazzaville-République du Congo  
Tél : (+242) 05 522 26 77 / 06 653 70 07  
Courriel : passationdesmarchespase@gmail.com

**Fait à Brazzaville, le**

**Le Coordonnateur**

**Olivier MAZABA NTONDELE**

## FOOTBALL

# Claude Le Roy revient à la tête des Diabes rouges

Par le biais d'un communiqué officiel publié le 9 juin, à Brazzaville, par le directeur de cabinet du ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Charles Makaya dit Mackaill, le gouvernement congolais a annoncé la signature prochaine du contrat du nouveau staff technique de l'équipe nationale de football, les Diabes rouges A.



La cérémonie officielle se déroulera le 22 juin en fin de matinée dans la salle de réunion du cabinet ministériel, sous la présidence du ministre Hugues Ngouélondélé, en présence d'Henri Endzanga, représentant la Fédération congolaise de football.

Le document à signer met en avant un duo d'expérience pour un nouveau projet sportif. L'accord engagera formellement l'État congolais avec le technicien français Claude Le Roy, nommé au poste de sélectionneur national, et Omar Daf, qui occupera les fonctions de sélectionneur adjoint.

Selon les termes du communiqué ministériel, cette double nomination marque l'ouverture d'une nouvelle dynamique pour le football national. Les autorités affichent une vision orientée vers la reconstruction d'une sélection compétitive, la valorisation des talents locaux et techniques, ainsi que le rétablissement du lien de confiance avec le public congolais.

La feuille de route assignée au nouveau sélectionneur et à son

encadrement technique est clairement définie. La priorité absolue de leur mission sera de décrocher la qualification de la République du Congo pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2027. Ce mandat s'accompagnera du déploiement progressif d'un projet sportif à long terme, axé sur les valeurs de discipline et de compétitivité

### Les Congolais entre espoir et incertitude

Lors de son premier passage à la tête des Diabes rouges entre décembre 2013 et novembre 2015, le technicien français, Claude Le Roy, a profondément marqué le football congolais en signant l'une de ses plus belles épopées modernes. Son fait d'armes majeur reste l'éclatante campagne lors de la CAN 2015, en Guinée équatoriale. Sous sa houlette, la sélection nationale avait réussi l'exploit de se hisser jusqu'en quarts de finale de la compétition, terminant notamment première de sa poule après des victoires marquantes contre le Gabon (1-0) et le Burkina Faso (2-1). Une performance

historique que le pays n'avait plus atteinte depuis plusieurs années. Outre ces résultats rigoureux sur le plan tactique, le passage du « Sorcier blanc » à Brazzaville s'est caractérisé par une restructuration de l'encadrement technique, une valorisation accrue des talents locaux et une ferveur populaire retrouvée, jetant les bases d'un projet sportif compétitif qui demeure, aujourd'hui encore, une référence pour le football national.

Mais à côté de ce succès, nombreux sont les fans qui affichent un contraste entre ce choix et les exigences du football moderne. Agé de 78 ans, plusieurs Congolais s'interrogent sur les capacités de Claude Le Roy à répondre positivement aux attentes du pays surtout qu'il a passé de nombreuses années hors des vestiaires. L'espoir reste permis mais certains amoureux du ballon rond « doutent des capacités physiques et cognitives » de ce grand connaisseur du football africain, surtout que le Congo traverse une période de disette.

Rude Ngoma

## COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

## Démarrage hier de la 23<sup>e</sup> édition

L'Argentine, tenante du titre, le remet en jeu à l'occasion de la 23<sup>e</sup> édition de la Coupe du monde qui se joue du 11 juin au 19 juillet pour la première fois dans trois pays : les États-Unis, le Canada et le Mexique.

La compétition met pour la première fois aux prises quarante-huit sélections réparties en douze poules de quatre. Les attentes sont grandes pour les dix représentants du continent africain. Il s'agit du Sénégal, du Maroc, de l'Égypte, de la Côte d'Ivoire, de l'Algérie, de la République démocratique du Congo, du Ghana, de la Tunisie, de l'Afrique du Sud et du Cap-Vert. Lors de la dernière édition en 2022, les Lions de l'Atlas du Maroc avaient brisé le plafond de verre en atteignant le dernier carré. L'Afrique, qui a toujours su s'imposer dans les catégories inférieures, attend sa première médaille dans cette compétition.

Elle sera plus longue : trente-neuf jours, soit neuf de plus que lors des dernières éditions. Cent quatre matches sont au programme au lieu de soixante-quatre habituels avec une étape de plus pour les qualifiés à la phase à élimination directe : les seizièmes de finale qui mettront aux prises les deux premiers de chaque groupe plus les huit meilleurs troisièmes. Une opportunité à saisir pour certaines sélections qui peinent à passer le premier tour.

Comme d'habitude, la compétition réserve ses lots de favoris. L'Espagne, la France, le Portugal, l'Argentine et le Brésil cités parmi les grands favoris doivent assumer leur statut devant les outsiders comme l'Angleterre, l'Allemagne, le Mexique ... ou encore le Sénégal, le Maroc.

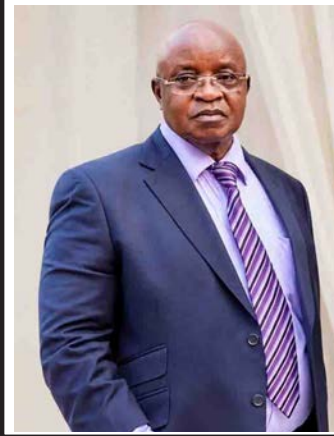
Cette coupe du monde sera la dernière des deux stars qui ont marqué l'histoire du football ces dernières années. Lionel Messi (huit fois Ballon d'or), déjà vainqueur lors de la dernière édition, et Cristiano Ronaldo (primé à cinq reprises) qui court après son premier trophée en six éditions.

Mais l'on continuera toutefois à admirer le talent d'Ousmane Dembélé; de Kylian Mbappé, auteur d'un triplé lors de la dernière finale de la Coupe du monde; de Lamine Yamal, le fer de lance de la sélection espagnole; de Vinicius Junior; ou encore de l'efficacité devant les buts d'Harry Kane ... Cette coupe du monde a tout pour plaire sur le terrain. La bataille pour la succession de l'Argentine s'annonce très engagée et les surprises ne sont pas à exclure.

James Golde n Eloué

### IN MEMORIAM

Colonel Onanga Jean-Pierre  
7 juin 2019 – 7 juin 2026



Le temps passé, les souvenirs s'estompent, les sentiments changent, les gens nous quittent, mais le Coeur n'oublie jamais.

### REMERCIEMENTS

Les familles Oloumba, Etokabeka, Indoti Obendza, Ewokoli, Madzou, Ntsiekila, M. Oloumba Jean Ludovic, Francis Madzou, Flavie Madzou remercient tous les parents de Brazzaville, de Mossaka, des villages Bokouélé, Lipounou, Ehot, Mokonda et tous ceux qui sont dans n'importe quelle localité ainsi que les amis et connaissances pour leur soutien et leur assistance à l'occasion de la veillée mortuaire et des obsèques de leur fille, nièce, sœur et petite fille Cindy Eminence Oloumba Ntsiekila, fille de Oloumba Jean Ludovic décédée le vendredi 22 mai 2026 à Brazzaville et inhumée le vendredi 5 juin 2026 au cimetière privé Bouka VIP de Kintélé.



### CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Ka Mongo Mamadou Slash Médard.  
Je désire être appelé désormais Ondzimba Slash Médard.  
Un délai de trois (3) mois est accordé à tous ceux qui sont contre cette initiative pour faire opposition.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

## Constant-Serge Bounda échange avec les chefs de missions diplomatiques

Le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Constant-Serge Bounda, a présidé, le 8 juin à Brazzaville, une audience solennelle de prise de contact avec les chefs de missions diplomatiques et consulaires accrédités en République du Congo, membres du Groupe Afrique.

Au cours de la rencontre, le ministre Constant-Serge Bounda a décliné les grandes orientations de la politique étrangère de la République du Congo, s'inscrivant en droite ligne des priorités stratégiques du programme du gouvernement, intitulé « Accélérons la marche vers le développement ». Il a réaffirmé le leadership et l'engagement indéfectible du chef de l'État congolais en faveur de la gouvernance environnementale globale, portés par l'initiative de la Décennie mondiale de l'afforestation et du reboisement. En guise de perspective, le chef de la diplomatie congolaise a exhorté les membres du Groupe Afrique à travailler ensemble pour faire de Brazzaville le laboratoire de la diplomatie de résultats.

À l'occasion de cette rencontre hautement symbolique avec le Groupe des ambassadeurs africains, le ministre Constant-Serge Bounda a d'emblée précisé, dans son allocution, accueillir ses hôtes avec une profonde joie et un sens élevé de la responsabilité au ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, leur « maison ». En les remerciant pour leur présence, il a expliqué que cela témoigne de la qualité des liens fraternels et de confiance qui unissent « nos États et nos peuples ».

L'ambassadrice de la République de Côte d'Ivoire, présidente du Groupe Afrique, Touré née Koné Maman, a porté la voix de ses

pairs en prononçant l'allocution de circonstance, marquant ainsi la convergence de vues des États membres.

Cette audience de haute distinction témoigne du dynamisme constant et de la volonté partagée de raffermir les liens séculaires d'amitié, de fraternité et de coopération multilatérale qui unissent la République du Congo aux autres nations du continent africain.

#### Morceaux choisis du discours du ministre Constant-Serge Bounda

Justifiant le choix de cette première rencontre, le ministre des Affaires étrangères a confié que celle-ci constitue, certes, une prise de contact institutionnelle, conformément aux usages diplomatiques, mais elle traduit surtout une volonté politique claire ; celle de continuer de placer l'Afrique au cœur de l'action diplomatique de son pays.

« Dans notre marche commune vers l'Afrique que nous voulons », nous devons poursuivre la construction d'une Afrique forte, souveraine, prospère et influente ; une Afrique capable d'assurer sa sécurité, de défendre ses intérêts stratégiques et de parler d'une seule voix sur les grandes questions du monde », a-t-il expliqué.

Il a ajouté que cette vision inspire depuis toujours l'action du président de la République, De-



La photo de famille à l'issue de la communication du ministre aux chefs de missions diplomatiques et consulaires accrédités au Congo, membres du Groupe Afrique/DR

nis Sassou N'Gusso, dont l'engagement constant en faveur de l'unité africaine, du dialogue et de la paix fait aujourd'hui autorité bien au-delà des frontières congolaises.

Le diplomate congolais a rappelé que l'Afrique, avec cinquante-cinq États membres, représente près du quart des membres de l'Assemblée générale des Nations unies. Elle constitue également la force motrice du Groupe des 77 plus la Chine, ce qui lui confère un poids politique majeur dans le système multilatéral.

Dans son allocution, il a également relevé que lorsque l'Afrique est unie, lorsqu'elle défend des positions communes, notamment dans les négociations climatiques, commerciales ou institutionnelles, sa voix est entendue, respectée et prise en compte.

« Notre responsabilité collective est donc claire : préserver cette unité et la transformer en

influence réelle au service de nos peuples », s'appuyant sur l'impulsion du président de la République, adepte d'une diplomatie congolaise demeurant fidèle aux valeurs du panafricanisme. « Notre ambition est simple : contribuer activement au rayonnement de l'Afrique, défendre ses intérêts stratégiques et renforcer sa place dans la gouvernance mondiale », a-t-il confié.

Il a souhaité que la diplomatie congolaise soit plus proactive, plus économique, plus tournée vers les résultats et davantage au service du développement, vers l'effectivité de la Zone de libre-échange continentale africaine, que son gouvernement appelle de ses vœux.

Évoquant le programme du gouvernement « Accélérons la marche vers le développement », il a expliqué qu'il offre un cadre clair d'action, fondé notamment

sur le renforcement du capital humain, la diversification de l'économie, la création d'emplois, le développement des infrastructures, la promotion de l'innovation et la préservation de l'environnement. Pour terminer son propos, Constant-Serge Bounda a tenu à assurer ses hôtes que le ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger continuera à être leur interlocuteur privilégié et leur partenaire de confiance dans l'exercice de leurs missions en République du Congo.

« Nous poursuivrons les efforts visant à améliorer davantage la qualité de nos interactions, à faciliter vos démarches et à renforcer l'efficacité de notre coopération quotidienne... Faisons de Brazzaville l'un des laboratoires de cette ambition africaine renouvelée », a-t-il confié.

Marie Alfred Ngoma

## COOPÉRATION FRANCO-CONGOLAISE:

## L'excellence du génie militaire célébrée à Thorée-les-Pin

Thorée-les-Pins, en France, a accueilli, le 2 juin, l'inauguration du chantier commun entre l'École du génie d'Angers et l'École du génie travaux de Brazzaville, école nationale à vocation régionale (ENVR), en présence de hautes autorités militaires françaises et congolaises, et de la représentation diplomatique du Congo en France, conduite par le ministre conseiller de l'ambassade, Armand Rémy Balloud-Tabawé, représentant l'ambassadeur Rodolphe Adada.

S'inscrivant dans le cadre du partenariat liant les deux établissements, l'inauguration a marqué une nouvelle étape dans la coopération exemplaire qui unit la France et le Congo dans le domaine de la formation militaire et technique. Depuis plusieurs années, en effet, les deux pays entretiennent une collaboration étroite et fructueuse dont l'ambition est de renforcer les capacités de formation, de favoriser les échanges de savoir-faire et de développer les compétences opérationnelles des futurs cadres du génie. Cette coopération, concrétisée en 2025 par la réalisation d'un ouvrage de franchissement et de sa route d'accès permettant le désenclavement d'un village situé à proximité de Brazzaville, poursuit aujourd'hui sa dynamique avec un chantier commun d'envergure sur le camp militaire de Thorée-les-Pins.

Arrivés en France le 4 mai dernier, vingt stagiaires issus de plusieurs pays africains – Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Congo, Djibouti, Guinée, Madagascar et Togo – accompagnés de leurs forma-



Le ministre conseiller Armand Rémy Balloud-Tabawé participant à la cérémonie militaire à Thorée-les-Pins/DR

teurs de l'École de génie travaux de Brazzaville, ont travaillé aux côtés des lieutenants de la division d'application de l'École du génie d'Angers. Ensemble, ils ont mené à bien plusieurs réalisations structurantes destinées à améliorer les infrastructures du camp.

Les travaux ont notamment porté sur la réfection de la route d'accès au camp, la rénovation d'un bâtiment d'instruction transformé en salle de cours, ainsi que l'implantation d'un poste de combat

en bastion. Au-delà de leur dimension technique, ces réalisations ont constitué un véritable exercice de mise en situation pour les futurs chefs de chantier, leur permettant de développer leurs compétences en organisation, conduite de travaux et gestion d'équipes.

Dans leurs interventions respectives, le ministre conseiller et les responsables des deux établissements ont souligné la qualité du partenariat qui les unit depuis 2019 et l'importance des échanges entre

les élèves et les encadrants. Ils ont également salué l'engagement, le professionnalisme et l'esprit de cohésion démontrés par l'ensemble des participants tout au long du chantier.

Après les discours officiels, la cérémonie s'est poursuivie par une visite détaillée des différents ouvrages réalisés. Les invités ont ainsi pu constater la qualité des travaux accomplis et mesurer l'impact concret de cette coopération sur la formation des futurs cadres du génie militaire. Pour clore, l'on a assisté à un échange de présents, symbole de l'amitié, du respect mutuel et de la volonté commune de poursuivre cette collaboration exemplaire.

Au-delà des infrastructures réalisées, ce chantier commun aura surtout permis de renforcer les liens humains et professionnels entre les participants. En favorisant le partage d'expériences, l'échange de méthodes de travail et l'enrichissement mutuel, cette initiative illustre parfaitement la vocation de l'École de génie travaux de

Brazzaville et de l'École du génie d'Angers : former ensemble les bâtisseurs de demain au service de la coopération internationale et du développement des capacités opérationnelles.

De l'avis unanime exprimé par les représentants des deux pays, ce chantier illustre surtout la réussite du partenariat entre les deux écoles depuis 2019 et témoigne de l'excellente coopération militaire entre la France et le Congo, dont on peut conclure également que c'est une expérience humaine et professionnelle riche en échanges de savoir-faire ! « Cette réussite confirme la solidité du partenariat franco-congolais et ouvre de nouvelles perspectives pour des projets futurs toujours plus ambitieux, au bénéfice de la formation, de l'excellence technique et du rayonnement de la coopération militaire entre la France et la République du Congo », pouvait-on résumer en déduction des déclarations des uns et des autres représentants de la France et du Congo.

Marie Alfred Ngoma